

Résultats semestriels 2014

SOMMAIRE

l.	ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE au 30 juin 2014	2
II.	RAPPORT D'ACTIVITÉ	3
1 F	acteurs de risques et incertitudes	3
2 L	es activités du Groupe	4
3 T	résorerie et capitaux propres	17
III.	COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2014	21
Con	nptes de résultats consolidés	22
Etat	ts consolidés des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	24
Bila	ns consolidés	26
Tab	leaux de flux de trésorerie consolidés	28
Vari	iations des capitaux propres consolidés	30
Not	es aux états financiers consolidés	31
IV.	DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	63
V.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014	64

I. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE au 30 juin 2014

Conseil de Surveillance

PRESIDENT

Louis Gallois

VICE-PRESIDENTS

Bruno Bézard Thierry Peugeot (représentant permanent d'Etablissements Peugeot Frères) Xu Ping

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Patricia Barbizet
Pamela Knapp
Jean-François Kondratiuk (représentant des salariés)
Liu Weidong
Robert Peugeot (représentant permanent de FFP)
Henri Philippe Reichstul
Dominique Reiniche
Geoffroy Roux de Bézieux
Anne Valleron (représentant des salariés actionnaires)
Florence Verzelen (représentant permanent de SOGEPA)

CENSEUR

Jean-Philippe Peugeot

Directoire

PRÉSIDENT

Carlos Tavares

MEMBRES DU DIRECTOIRE

Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon Grégoire Olivier Jean-Christophe Quémard

La société Etablissements Peugeot Frères a informé Peugeot SA de sa décision de changer son représentant au Conseil de Surveillance : Madame Marie-Hélène Roncoroni remplace Monsieur Thierry Peugeot en tant que membre du Conseil de Surveillance depuis le 3 juillet 2014 et Vice-Président depuis le 29 juillet 2014. Sur proposition des sociétés Etablissements Peugeot Frères et FFP, Monsieur Frédéric Banzet a été nommé par le Conseil de Surveillance du 29 juillet 2014 comme censeur en remplacement de Monsieur Jean-Philippe Peugeot.

II. RAPPORT D'ACTIVITÉ

1. FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Principaux facteurs de risques propres au Groupe et à son activité

Dans ses différents métiers, le groupe PSA Peugeot Citroën veille à ce que les risques inhérents à ses activités soient maîtrisés. L'identification des risques, leur évaluation et celle des dispositifs de contrôle associés sont menées en continu par les différentes directions opérationnelles du Groupe, en France comme à l'étranger, au niveau des unités significatives de la division Automobile et des filiales hors Automobile (à l'exception de Faurecia qui a sa propre démarche). Les principaux facteurs de risques spécifiques auxquels le Groupe peut être exposé sont décrits de façon exhaustive dans le Document de Référence 2013 (Chapitre 4)¹, et comprennent notamment :

· Les risques opérationnels

Ils comprennent notamment : les risques liés à l'environnement économique et géopolitique du Groupe, les risques liés au développement, au lancement et à la vente de nouveaux véhicules, les risques clients et concessionnaires, les risques matières premières, les risques fournisseurs, les risques industriels, les risques environnementaux, les risques liés à la santé et à la sécurité au travail, les risques liés aux coopérations et les risques liés aux systèmes d'information.

Les risques relatifs aux marchés financiers

Le Groupe est exposé à des risques de liquidité, ainsi qu'à des risques de taux, de contrepartie, de change et à d'autres risques de marchés liés notamment aux variations des prix des matières premières et aux variations des marchés actions. En ce qui concerne la gestion des risques, principalement assurée par la Direction Financière, les risques identifiés et la politique suivie par le Groupe pour gérer ces risques sont précisés dans la note 36 de l'annexe des comptes consolidés 2013 et la note 20 de l'annexe aux comptes du premier semestre 2014.

· Les risques relatifs à l'activité de Banque PSA Finance

Ils comprennent notamment les risques relatifs aux marchés financiers et au statut d'établissement financier de Banque PSA Finance, les risques opérationnels et les risques de crédit. (Voir Note 36 figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 31 décembre 2013).

Pour plus de précisions, il convient de se reporter au rapport annuel 2013 de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com

· Les risques juridiques et contractuels

Ces risques comprennent notamment : les procédures judiciaires et d'arbitrage, les risques légaux liés aux litiges anti concurrence, les risques réglementaires, les covenants de crédits, les risques liés aux engagements de retraites et indemnités de fin de carrière, les risques liés aux droits de propriété intellectuelle, les engagements hors bilan.

¹ Le Document de référence 2013 a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2014, conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, sous le numéro D.14-0269.

2. LES ACTIVITÉS DU GROUPE

2.1 Les faits marquants du premier semestre 2014

2.1.1 Présentation par Carlos Tavares du plan « Back in the Race » pour accélérer le redressement du Groupe

Carlos Tavares, Président du Directoire de PSA Peugeot Citroën, a présenté le 14 avril 2014 « Back in the Race », sa feuille de route 2014 - 2018 pour assurer le redressement du Groupe, avec trois éléments de mesure :

- un free cash-flow opérationnel Groupe positif et récurrent au plus tard d'ici à 2016,
- un free cash-flow opérationnel Groupe cumulé de 2 milliards d'euros sur la période 2016-2018,
- une marge opérationnelle de 2 % pour la Division automobile à l'horizon 2018, avec un objectif de 5 % lors du prochain plan à moyen terme, 2019-2023.

«Back in the Race » s'articule autour de 4 objectifs opérationnels:

1. DS, Peugeot et Citroën, 3 marques reconnues partout dans le monde

- Le développement de DS en tant que marque Premium à part entière sera accéléré.
- En parallèle, le Groupe poursuivra le repositionnement des trois marques, en clarifiant leur gamme pour en assurer la complémentarité, et améliorera leur positionnement prix.

2. Un plan produit mondial concentré, ciblé et plus pertinent

- Les gammes du Groupe seront progressivement rationnalisées et ramenées à 26 modèles à horizon 2022. En se concentrant sur une gamme plus compacte, PSA Peugeot Citroën pourra assurer une meilleure couverture de marché et une rentabilité renforcée en ciblant les segments les plus rentables.
- Par ailleurs, cela permettra d'optimiser l'utilisation des plateformes et des programmes à travers le monde et de mieux cibler les investissements R&D et Capex.

3. Une croissance rentable à l'international construite dans le respect des fondamentaux du business automobile

- Le Groupe continuera d'accélérer son développement en Chine, en multipliant par trois les volumes avec Dongfeng à l'horizon 2020, et en menant à bien le développement de la marque DS.
- Le partenariat signé avec Dongfeng permettra aussi d'accélérer le développement en ASEAN.
- En parallèle, le Groupe devra redresser la situation en Russie et transformer le business model en Amérique latine avec l'objectif d'être rentable dans les deux zones d'ici trois ans.
- Enfin, PSA Peugeot Citroën cherchera les opportunités de développement dans les nouveaux pays en croissance, comme en Afrique ou dans le bassin méditerranéen.
- Pour ce faire, une nouvelle organisation mondiale, structurée autour de 6 grandes régions, sera mise en place : Eurasia, Europe, Moyen-Orient/Afrique, Amérique latine, Chine et ASEAN, Asie-Pacifique.

4. Une modernisation au service de la compétitivité notamment en Europe

- Pour faire face aux enjeux de compétitivité, PSA Peugeot Citroën accélérera la modernisation de ses usines et les adaptera aux meilleures références industrielles mondiales, tout en poursuivant la réduction des coûts et des stocks.

Poursuivre la transformation culturelle de l'entreprise

Le Groupe doit développer une véritable culture du résultat et une approche mondiale pour pouvoir accélérer son retour à la rentabilité. La poursuite du changement de culture amorcé chez PSA Peugeot Citroën est une condition importante pour tenir les quatre objectifs précédents.

2.1.2 Renforcement du partenariat industriel et commercial avec Dongfeng Motor Group

PSA Peugeot Citroën a annoncé le 19 février 2014 le renforcement du partenariat industriel et commercial avec Dongfeng Motor Group. Ce partenariat stratégique couvre 3 volets :

- Un engagement commun de faire entrer Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) dans une nouvelle phase de son développement, avec pour objectif de multiplier ses volumes par trois à l'horizon 2020 (soit 1,5 million de véhicules produits et commercialisés par an), grâce à un renforcement du plan produit soutenu par :
 - Des licences de technologies développées par PSA Peugeot Citroën ;
 - Le lancement de deux à trois modèles par an pour l'ensemble des trois marques (Peugeot, Citroën et la marque propre de DPCA).
- La création d'un centre de R&D commun, dédié au développement des produits et technologies pour les marchés à forte croissance, dont la Chine.
 - Ce centre de R&D complétera les centres de PSA Peugeot Citroën en Europe et en Amérique Latine ;
 - Cet accord s'accompagne de dispositions en matière de gestion de la propriété intellectuelle, permettant par ailleurs à PSA Peugeot Citroën de poursuivre sans contrainte le développement de coopérations avec d'autres constructeurs.
- La création d'une nouvelle joint-venture ayant pour objectif de développer les ventes des véhicules des marques de PSA Peugeot Citroën et de DFG en Asie (hors Chine) et potentiellement dans d'autres marchés émergents. Celle-ci vise à bénéficier de la forte croissance des économies de l'ASEAN et des similarités des gammes produits avec celles du marché automobile chinois.

Ce partenariat renforcé représente sous sa forme actuelle un potentiel de synergies estimé à environ 400 millions d'euros par an pour PSA Peugeot Citroën à l'horizon 2020 et pourrait être étendu à d'autres domaines de collaboration.

Les accords définitifs entre PSA Peugeot Citroën et Dongfeng Motor Groupe ont été signés le 26 mars 2014.

2.1.3 Augmentations de capital de 3 milliards d'euros

En complément du renforcement du partenariat industriel et commercial avec Dongfeng Motor Group, Peugeot S.A. a réalisé des augmentations de capital d'un montant total de 3 milliards d'euros décidées par l'Assemblée Générale du 25 avril 2014 comprenant :

- Une augmentation de capital réservée d'un montant de 1 048 millions d'euros, souscrite à parts égales le 29 avril 2014 par DFG via Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Limited (« DMHK ») et l'Etat français par l'intermédiaire de la SOGEPA, qui s'est traduite par la création de 139 733 332 actions au prix de 7,5€ par action.
- Une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 1 953 millions d'euros, ouverte à l'ensemble des actionnaires de Peugeot S.A. qui s'est traduite par la création de 288 506 351 actions nouvelles au prix unitaire de 6.77 euros.
- Une attribution gratuite au préalable de BSA aux actionnaires de l'époque de Peugeot S.A. à raison d'un BSA par action détenue, 10 BSA permettant de souscrire à 3 actions nouvelles. Leur maturité est de 3 ans, avec une possibilité d'exercice à compter de la 2ème année. Le prix de souscription par action est identique à celui de l'augmentation de capital réservée à DFG et l'Etat français, soit 7,5€ par action. La parité d'Exercice, ajustée après l'opération le 14 mai 2014, est désormais la suivante : les porteurs de BSA peuvent souscrire à 3,50 actions nouvelles en exerçant 10 BSA, moyennant un prix d'exercice global de 22,50 euros (soit un prix de souscription implicite d'environ 6,43 euros par action nouvelle).

A travers les augmentations de capital réservées et leur participation à l'opération, DMHK et SOGEPA ont investi chacune environ 800 millions d'euros dans PSA Peugeot Citroën et deviennent actionnaires-clés au côté des sociétés FFP et Etablissements Peugeot Frères, qui ont également souscrit à hauteur de 142 millions d'euros dans le cadre de l'opération. A l'issue de ces opérations, DMHK, SOGEPA et FFP/Etablissements Peugeot Frères détiennent chacune une participation identique au capital de Peugeot soit 14,1% du capital.

PSA Peugeot Citroën reste soumis à un engagement d'abstention d'opération sur le capital et DMHK, SOGEPA, FFP et Etablissements Peugeot Frères restent soumises à un engagement de conservation sous réserve de certaines exceptions, pendant une période de 180 jours suivant la date de règlement-livraison de l'opération (23 mai 2014).

Depuis le 23 mai 2014, le capital est composé de 783 088 675 actions de 1 euro de valeur nominale chacune

Utilisation des fonds levés

Les fonds levés lors de ces augmentations de capital seront principalement utilisés par PSA Peugeot Citroën pour procéder à des investissements-clé dans la mise en œuvre du plan stratégique « Back in the Race », lui permettant de renforcer sa compétitivité en Europe et sa stratégie de globalisation :

- transformer le business model de PSA Peugeot Citroën en Amérique latine et en Russie pour restaurer la rentabilité ;
- développer des technologies CO2 et systèmes avancés d'aides à la conduite au niveau des meilleurs;
- investir pour une empreinte industrielle européenne compétitive ;
- réduire la dette nette.

Une augmentation de capital réservée aux salariés leur sera proposée dans le courant du 2nd semestre 2014, afin de les associer au redressement du groupe.

2.1.4 BPF: Signature d'un accord-cadre avec Santander Consumer Finance afin de créer un partenariat européen qui renforcera sa compétitivité

Faisant suite à leur entrée en négociations exclusives le 19 février 2014, Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance (Santander CF) ont annoncé le 10 juillet la signature de l'accord-cadre sur la constitution d'un partenariat qui porte sur onze pays en Europe.

Ce partenariat entre Banque PSA Finance, la captive de PSA Peugeot Citroën spécialisée dans le financement automobile, et Santander CF, la division de Banco Santander spécialisée dans le crédit à la consommation, prendra la forme de sociétés communes dans la plupart des pays ou d'accords commerciaux. Cette opération renforcera la compétitivité des marques du Groupe leur permettant une meilleure pénétration du marché du financement automobile. Elle dynamisera et pérennisera les activités de Banque PSA Finance grâce à des offres compétitives réservées aux marques et aux clients de PSA Peugeot Citroën. Le périmètre envisagé pour l'opération couvrira environ 90% des activités actuelles de Banque PSA Finance.

L'opération a reçu l'avis favorable des comités d'entreprise concernés de PSA Peugeot Citroën et de Banque PSA Finance. La mise en place de ce partenariat reste soumise à l'approbation des autorités de la concurrence et des autorités de régulation du secteur bancaire dans les principaux pays européens. Sous ces réserves, la transaction devrait être finalisée courant 2015 et début 2016. Les nouvelles sociétés en partenariat seraient consolidées par mise en équivalence par Banque PSA Finance. Ce partenariat devrait permettre d'ici 2018 une remontée de trésorerie de l'ordre de 1,5 milliard d'euros aux sociétés industrielles et commerciales.

2.1.5 Signature d'un crédit syndiqué de 3 milliards d'euros

PSA Peugeot Citroën a signé le 8 avril 2014 un nouveau crédit syndiqué pour un montant de 3,0 milliards d'euros. Il est composé d'une tranche de 2,0 milliards d'euros à maturité cinq ans et d'une tranche de 1,0 milliard d'euros à maturité trois ans avec deux options d'extension d'un an.

Cette ligne de crédit s'est substituée au crédit de 2,4 milliards d'euros signé en juillet 2010 dont les maturités s'étendaient jusqu'à juillet 2015.

Cette facilité de crédit a été très largement sursouscrite, et sa taille a été volontairement limitée à 3,0 milliards d'euros.

La confiance des banques dans le partenariat stratégique industriel et commercial et dans les projets d'opérations présentés par PSA Peugeot Citroën le 19 février 2014 s'est traduite par la participation de 25 banques de 11 pays, par des conditions de prix très compétitives et par une maturité qui n'avait plus été atteinte pour un crédit syndiqué de PEUGEOT SA depuis mars 2005, date à laquelle sa notation était « investment grade ».

Associée aux augmentations de capital, cette opération a pour objectif de renforcer le profil financier, la solidité et la sécurité financière du Groupe.

2.1.6 Accélération du développement en Chine

Depuis mars 2014, la Chine est devenu le 1er marché de PSA Peugeot Citroën dans le monde. Au 1er semestre 2014, dans un marché en hausse de 12,8%, les ventes de PSA Peugeot Citroën en Chine progressent de 27,7% grâce aux résultats de ses deux co-entreprises, Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) et Changan PSA Automobile (CAPSA).

Pour soutenir la forte croissance de ses ventes, DPCA a signé le 2 juillet 2014 un accord avec la municipalité de Chengdu pour la construction de sa 4ème usine en Chine. Les travaux commenceront au second semestre de cette année et la première voiture sortira des lignes de production fin 2016.

D'une capacité totale à terme de 300 000 véhicules par an, la 4ème usine de DPCA fabriquera des véhicules des marques Dongfeng Citroën, Dongfeng Peugeot et Fengshen, des segments SUV et MPV.

Le dispositif industriel de DPCA est constitué de 3 usines basées à Wuhan. Elles fonctionnent actuellement en deux équipes pour une capacité totale potentielle de 750 000 unités par an. Avec cette 4ème usine, les capacités de production de DPCA seront portées à 1 million de véhicules en 2016.

En 2014, DPCA a pour objectif de vendre 700 000 véhicules en Chine.

Le Groupe a par ailleurs lancé avec succès sa ligne DS en Chine en 2013 avec son partenaire Chang'an Automobile Group au travers de sa co-entreprise CAPSA détenue à 50/50. Les accords du 26 mars 2014 n'ont pas d'incidence sur le plan de développement de la ligne DS en Chine qui vise la saturation de l'usine de Shenzhen en 2018.

2.1.7 Amélioration des mesures d'Adéquation des Emplois et des Compétences (DAEC) du Nouveau Contrat Social

Le 25 juin 2014, les six organisations syndicales de PSA Peugeot Citroën, la CFDT, la CFE/CGC, la CFTC, la CGT, FO et le GSEA, ont signé à l'unanimité l'accord sur l'amélioration des mesures d'Adéquation des Emplois et des Compétences (DAEC).

Les mobilités internes sont favorisées via notamment le programme de reconversion « Top Compétences ».

Pour les mobilités externes, de nouvelles mesures incitatives sont mises en place. Ainsi pour les mesures de mobilité externe du DAEC, les salariés positionnés sur une fonction sensible peuvent concrétiser leur projet professionnel en dehors du Groupe en bénéficiant de l'indemnité conventionnelle de Licenciement (ICL) auquel le Groupe ajoute à présent six mois de salaire. Dans le cadre de la GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), les périodes de mobilité sécurisée permettent aux salariés sur un métier sensible ou à l'équilibre et sur la base du double volontariat salarié/entreprise de suspendre leur contrat de travail pour rejoindre une autre entreprise, avec une possibilité de retour dans les deux ans si le projet n'aboutit pas.

2.2 Aperçu des activités commerciales

Faits marguants du 1er semestre 2014

- Ventes mondiales à 1 541 000 unités, en hausse de 5,5% (détail par région en annexe)
- Forte croissance des ventes en Europe à +11,7% et en Chine/Asie du Sud-Est à +27,7%
- Part de marché Europe à 12,1 %.
- Succès des derniers lancements, les Peugeot 308, 2008, 301 et des Citroën C4 Picasso et C-Elysée
- Très bon démarrage pour Peugeot 108, nouvelle Citroën C1 et Citroën C4 CACTUS.
- Leadership sur le marché des VUL en Europe, avec une part de marché en hausse à 21,2%.
- Leader européen en termes d'émissions de CO₂ avec une moyenne de 111,8 g de CO₂ /km.

Europe : des ventes en croissance de 12% dans un marché toujours instable

En Europe, dans un marché VP + VUL en hausse de 6,6%, les ventes de PSA Peugeot Citroën se sont établies à 956 000 véhicules, en progression de 11,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2013.

La part de marché du Groupe s'établit à 12,1% en Europe au 1^{er} semestre 2014. Cette augmentation de volume s'explique par une croissance des marchés français, espagnol et britannique d'une part, une politique de prix plus valorisante pour des marques mieux positionnées d'autre part. La croissance du marché des VUL à +10%, sur lequel le Groupe est leader avec 21,2% explique également la progression du Groupe en Europe.

Dans un contexte de marché européen qui reste à un niveau bas, les résultats du Groupe sont portés par sa dynamique produits et par le repositionnement des marques qui montre des résultats encourageants.

Confirmation de la dynamique commerciale des marques et de l'amélioration de la compétitivité

- Un an après son lancement commercial, la Peugeot 2008 a d'ores et déjà été produite à plus de 164 500 unités en Europe. 65% de ses ventes sont constituées par les versions haut de gamme. Pour répondre à cette forte demande illustrant la pertinence de la stratégie de produit ciblée, la cadence de production a été augmentée sur le site de Mulhouse, avec le montage d'une nouvelle équipe. La nouvelle Peugeot 308, élue voiture de l'année en Europe, enregistre déjà près de 116 000 commandes depuis son lancement en septembre 2013. Elle illustre le positionnement de Peugeot : exigence, allure et émotion. La nouvelle Peugeot 308 est d'ailleurs leader en France sur son segment, gage de la qualité des véhicules du Groupe.
- Le nouveau Citroën C4 Picasso, lancé il y a tout juste un an, a déjà été vendu à 127 000 unités. 64% de ses ventes sont constituées par les versions les plus haut de gamme.
- **DS** confirme son succès en dépassant le cap des 300 000 **DS 3** produites en France. Son attractivité se renforce avec l'accueil positif du récent lancement de la DS 3 nouvelle signature lumineuse.

Dans ce contexte, les lancements récents participent au redressement du Groupe :

- La Peugeot 308 SW marque déjà un très bon démarrage avec plus de 21 000 commandes depuis de début de sa commercialisation. La Peugeot 108, lancée le 12 juin dernier, avec un positionnement haut de gamme, suit cette tendance avec plus de 3 000 commandes sur le premier mois.
- La Citroën C1 et la Citroën C4 CACTUS en cours de lancement depuis juin 2014 ont déjà reçu un très bon accueil par la Presse internationale. Citroën C1 enregistre déjà 4 500 commandes et C4 CACTUS, 7 000.

L'ensemble des efforts du Groupe pour réduire les stocks porte ses fruits, et les stocks à fin juin sont plus bas qu'attendu initialement.

PSA Peugeot Citroën leader des émissions de CO₂ en Europe avec 111,8 g de CO₂ /km

Avec une moyenne de 111,8 g de CO2 /km à fin mai 2014, PSA Peugeot Citroën confirme sa position de leader européen en matière d'émissions de CO2 et maintient le cap. Plus de 66% des immatriculations du Groupe sont réalisées avec des véhicules émettant moins de 111g de CO2/km, en nette progression par rapport à 2013.

Cette réduction des émissions de CO2 est rendue possible en développant des technologies innovantes telles que la nouvelle ligne d'échappement BlueHDi progressivement généralisée sur la gamme des véhicules diesel depuis septembre 2013. Le moteur essence 3 cylindres EB PureTech de nouvelle génération, déployé en version atmo puis turbo sur les véhicules Peugeot et Citroën a aussi permis de réduire d'environ 18% les émissions de CO2 grâce à un rendement accru et une injection directe ultra précise pour la version turbo.

International: 585 000 unités vendues, tirées par le marché Chine/ASEAN

Chine et Asie du Sud-Est : accélération de la dynamique commerciale

Au 1^{er} semestre 2014, dans un marché en hausse de 12,8%, les ventes de PSA Peugeot Citroën en Chine progressent de 27,7% grâce aux résultats de ses deux co-entreprises, Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) et Changan PSA Automobile (CAPSA). Depuis mars 2014, la Chine est devenu le 1^{er} marché de PSA Peugeot Citroën dans le monde.

Au 1^{er} semestre, avec 342 900 facturations, **DPCA** enregistre une croissance de ses ventes de 24,5%. Cette progression, quasiment égale à deux fois celle du marché, permet à la co-entreprise de Dongfeng et PSA Peugeot Citroën d'afficher une part de marché en hausse de 0,4 point sur le 1^{er} semestre, à 4,2%

- Avec 183 400 facturations, les ventes de Dongfeng Peugeot progressent de 33%. Le démarrage de Peugeot 2008, lancée le 17 avril dernier, est extrêmement rapide avec déjà plus de 11 100 facturations à fin juin. Peugeot 3008 poursuit sa forte progression avec 33 700 facturations (+37%). Par ailleurs, Peugeot 301 confirme sa dynamique depuis son lancement avec 36 700 facturations au 1^{er} semestre, et Peugeot 308 reste un pilier des ventes avec 44 200 facturations.
- Avec 159 500 facturations, les ventes de **Dongfeng Citroën** progressent de 16%. Les ventes de la nouvelle C-Elysée sont très dynamiques avec 46 000 facturations à fin juin, tandis que C4L enregistre sur le semestre 35 000 ventes (+75%).
- CAPSA, la co-entreprise entre Changan et PSA Peugeot Citroën enregistre plus de 10 000 facturations pour son premier semestre de plein exercice, grâce notamment à la performance de deux modèles, la DS 5 et la DS 5LS, produites dans l'usine de Shenzhen et lancés respectivement en septembre 2013 et en mars 2014.

En ASEAN, les facturations de la marque Peugeot sont en progression de 18% et atteignent 3 450 véhicules. La Malaisie réalise une forte performance avec près de 3 300 immatriculations (en hausse de 20%). Peugeot est aussi à l'offensive au Vietnam avec les premières livraisons à clients des Peugeot 408 assemblées localement.

Amérique Latine : priorité au redressement et à la rentabilité des opérations

En Amérique latine, sur un marché en recul de 9,2%, les ventes du Groupe sont en recul de 26,8% à 107 000 unités. La part de marché s'établit à 4,6%. Cette situation reflète la baisse des marchés automobiles, principalement en Argentine où le Groupe reste parmi les leaders avec une part de marché en augmentation de 15,2% à 15,5%, ainsi que les effets négatifs de l'évolution des devises locales.

Au Brésil, les ventes du Groupe ont diminué de 22,1% dans un marché en baisse et très concurrentiel.

En Argentine, les ventes du Groupe sont en baisse de 33,8% alors que le marché fait face à la dévaluation du peso, une nouvelle taxe sur les modèles «de luxe» et de fortes restrictions sur les véhicules d'importation - y compris ceux du Brésil, où PSA Peugeot Citroën produit ses modèles phares du segment B pour l'Argentine (Peugeot 208, les Citroën C3, C3 Picasso et C3 Aircross).

Sur cette zone, le Groupe met en place les conditions d'une croissance rentable dans le cadre du plan stratégique « Back In the Race ». Les marques Peugeot, Citroën et DS se sont concentrées sur les produits les plus rentables et ont amélioré leurs positionnements produit/prix. La priorité est au redressement et à la rentabilité des opérations.

Eurasie : mise en place du plan de redressement commercial

En Russie, dans un marché en baisse de 7,8%, exposé à la pression d'un environnement macro-économique défavorable, la part de marché du Groupe est de 1,9%. Les ventes du Groupe s'établissent à 23 400 unités en baisse de 25,8%.

La performance du Groupe en Eurasie a également été fortement affectée par la détérioration des taux de change et la chute du marché ukrainien.

Comme annoncé dans le plan stratégique «Back in the Race», PSA Peugeot Citroën se concentre notamment sur la réorganisation de ses structures, sur l'étendue de ses gammes commerciales, sur le nécessaire développement de l'intégration locale afin de se mettre en situation d'une croissance rentable.

Inde - Pacifique : des perspectives de développement encourageantes

Dans un marché stable, représentant un potentiel de développement important pour le Groupe, les ventes du Groupe s'établissent à 9 600 unités.

- Au Japon, le marché des véhicules importés est en hausse de 8% sur le semestre malgré une tendance baissière depuis l'augmentation du taux de TVA en avril. Les facturations Peugeot sont en hausse de 10%, soutenues par la Peugeot 2008 qui a été très bien accueillie par les clients depuis son lancement en février. Elle enregistre plus de 600 ventes.
- En Corée, dans un marché stable, la marque Citroën nouvellement implantée est à la conquête avec un excellent accueil du C4 Picasso. Peugeot est en progression de 20% et le lancement fin juin de la nouvelle Peugeot 308 devrait porter ses fruits au second semestre.

 Au 2nd semestre, le lancement de la nouvelle Peugeot 308 en Australie et en Nouvelle Zélande et celui des VUL en Nouvelle-Zélande devraient avoir un impact positif sur les résultats du Groupe dans la région.

Afrique et Moyen-Orient : des marchés fortement pénalisés par les taux de change, mais de fort potentiel de développement

Dans un marché en recul de 2,1% et affecté par le renforcement de l'euro, les ventes du Groupe baissent de 37,2% à 81 600 véhicules. Après plusieurs années de croissance, les marchés algérien et turc notamment connaissent un fort repli. Dans ce contexte le Groupe reste très présent, Peugeot est ainsi n°2 en Algérie, et travaille au développement et au déploiement de ses marques.

En Iran, le Groupe poursuit ses discussions pour envisager de reprendre des activités quand les conditions le permettront.

Avec la signature d'un accord avec la PAN Nigeria Limited, le Groupe renforce sa présence au Nigéria où la Peugeot 301 sera assemblée et commercialisée dès le courant du 2nd semestre 2014. Par la suite, la Peugeot 508 et la Peugeot 308 complèteront l'offre du Groupe au Nigéria.

Perspectives commerciales pour le 2nd semestre 2014

Au 2nd semestre, PSA Peugeot Citroën poursuivra la différenciation de ses trois marques Peugeot, Citroën et DS ainsi que le développement de son plan produit mondial plus ciblé pour assurer une meilleure couverture de marché.

Le rythme plus concentré de nouveaux lancements devrait permettre aux marques Peugeot, Citroën et DS d'améliorer leur positionnement prix. Les tout récents lancements de Peugeot 108, Citroën C1, Citroën C4 CACTUS, et ceux à venir avec la nouvelle Peugeot 508 en Europe et le SUV Premium DS 6WR ainsi que la nouvelle Peugeot 408 en Chine devraient conforter cette stratégie et renforcer la performance commerciale des marques dans le monde.

Sur l'année, le marché en Chine devrait poursuivre sa croissance d'environ 10%, le marché en Europe d'environ +3%. Les marchés en Amérique latine et en Russie devraient être en baisse respectivement de -7% et -10%.

2.3 Examen de la situation financière et du résultat

2.3.1 Activité et résultat du Groupe au premier semestre 2014

Les comptes du Groupe au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2013, présentés en comparatif, font l'objet des retraitements par rapport aux comptes antérieurement publiés portant notamment sur la première application de nouvelles normes IFRS.

Pour plus de détails, veuillez vous reporter à la Note 3 figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2014.

2.3.1.1 Chiffre d'affaires du Groupe

Le Groupe est géré en trois secteurs principaux :

- la division Automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires des marques Peugeot, Citroën et DS :
- la division Equipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur, des sièges d'automobile, d'extérieurs d'automobile et des technologies de contrôle des émissions ;
- la division Activités de Financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot, Citroën et DS ainsi que celui de leurs réseaux de distribution. Banque PSA Finance a le statut d'établissement financier.

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé par activité.

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	%
Automobile	18 610	18 740	-0,7%
Faurecia	9 328	9 265	0,7%
Banque PSA Finance	848	888	-4,5%
Éliminations inter-activités et autres activités	(1 170)	(1 153)	-
TOTAL	27 616	27 740	-0,4%

Le chiffre d'affaires Groupe n'inclut pas celui des sociétés chinoises Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) et Changan PSA Automobile (CAPSA), entreprises détenues à 50/50, qui sont mises en équivalence dans les comptes du Groupe.

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires du groupe PSA Peugeot Citroën est stable à 27 616 millions d'euros par rapport à 27 740 millions d'euros au premier semestre 2013.

Le chiffre d'affaires de la division Automobile est en légère baisse par rapport au premier semestre 2013, à 18 610 millions d'euros, le mix produit et l'effet prix, positifs n'ayant pas compensé les variations de change très négatives. Faurecia a augmenté son chiffre d'affaires de 63 millions d'euros et Banque PSA Finance (BPF) voit son chiffre d'affaires baisser de 40 millions d'euros. Les performances de chaque activité sont commentées en section 2.3.1.3.

2.3.1.2 Résultat opérationnel courant du Groupe

Le tableau ci-après indique le résultat opérationnel courant par activité.

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Automobile	7	(538)
Faurecia	311	256
Banque PSA Finance	172	198
Éliminations inter-activités et autres activités	(13)	(16)
TOTAL	477	(100)

Le résultat opérationnel courant du Groupe au premier semestre 2014 s'établit à 477 millions d'euros à comparer à une perte de 100 millions d'euros au premier semestre 2013. Le résultat opérationnel de Faurecia à 311 millions d'euros est en hausse de 21,5%. Concernant BPF, son résultat est en baisse de 13,1% à 172 millions d'euros.

2.3.1.3 Analyse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant par

Activité automobile

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Chiffre d'affaires	18 610	18 740
Résultat opérationnel courant	7	(538)
% du chiffre d'affaires	0,0%	-2,9%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la division Automobile au premier semestre 2014 s'établit à 18 610 millions d'euros, en baisse de 0,7% par rapport au premier semestre 2013.

Le chiffre d'affaires véhicules neufs s'élève à 13 163 millions d'euros contre 13 282 millions d'euros au premier semestre 2013, en recul de 0,9%. Le mix produit continue d'être favorable à +3,5%, reflétant le succès des nouveaux lancements. L'effet prix est également favorable à +1,0% grâce à la politique de pricing du Groupe. L'effet volume est positif, à 0,3%. Ces effets compensent l'effet change qui est fortement négatif (-3,8%), reflétant notamment l'évolution défavorable du peso argentin et du real brésilien, le mix pays qui est légèrement défavorable à -0,5% et l'effet « autres » à -1,4% qui est principalement dû au mix intra-famille entre le diesel et l'essence.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant automobile s'élève à 7 millions d'euros au premier semestre 2014 contre -538 millions d'euros au premier semestre 2013. La différence de 545 millions d'euros est liée pour -333 millions d'euros à un environnement défavorable et pour +878 millions d'euros à la performance du Groupe.

Les facteurs ayant contribué à la variation du résultat opérationnel courant de la division Automobile sont les suivants :

Environnement économique

L'évolution de l'environnement économique a eu un impact négatif de 333 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant.

- L'effet change et exceptionnel a eu un impact négatif de 251 millions d'euros principalement dû à l'appréciation de l'euro par rapport au peso argentin et au real brésilien.
- · La contraction de la demande de marché a généré un effet négatif de 49 millions d'euros sur le résultat

L'évolution des coûts matières et autres coûts externes a eu un impact négatif de 33 millions d'euros.

Performance de la Division Automobile

La performance de l'activité Automobile a contribué positivement au résultat opérationnel courant pour 878 millions d'euros au premier semestre 2014.

- · L'amélioration du mix produit s'est poursuivie avec 230 millions d'euros liée notamment aux lancements récents.
- L'effet prix est ressorti positif, à 188 millions d'euros, grâce au maintien des prix en Europe et aux hausses de prix passées en Amérique latine afin de compenser l'impact négatif des devises.
- L'effet parts de marché mix pays est positif à 14 millions d'euros et l'amélioration des dépenses générales et marketing s'est élevée à 64 millions d'euros.
- L'amélioration des coûts de production et autres frais s'est poursuivie avec 254 millions d'euros ainsi qu'un gain sur les frais de recherche et développement de 65 millions d'euros, incluant l'impact positif qui résulte de la dépréciation exceptionnelle des actifs de la division Automobile constatée en 2013.²

Faurecia

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Chiffre d'affaires	9 328	9 265
Résultat opérationnel courant	311	256
% du chiffre d'affaires	3,3%	2,8%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total de Faurecia pour le premier semestre 2014 s'élève à 9,33 milliards d'euros à comparer à 9,27 milliards d'euros au premier semestre de 2013. Les variations des devises ont eu un effet négatif sur les ventes de 3,1%, soit 285 millions d'euros, et la progression organique est ainsi de 4,0% (à taux de change et périmètre constants).

Les ventes de produits (livraisons de pièces et composants aux constructeurs) s'établissent à 7,09 milliards d'euros contre 7,14 milliards d'euros au premier semestre de 2013. Les devises ont eu un impact négatif de 3,1%, soit 222 millions d'euros, et la progression organique atteint 2,9 % (à taux de change et périmètre constants).

Résultat opérationnel courant

La marge opérationnelle du groupe s'élève à 311 millions d'euros, soit 3,3% du chiffre d'affaires total, à comparer à 256 millions d'euros et 2,8% du chiffre d'affaires en 2013. La marge opérationnelle est également en progression par rapport à celle du second semestre 2013 où elle était de 282 millions d'euros et 3,2% du chiffre d'affaires total.

Cette amélioration résulte d'une meilleure efficacité du dispositif industriel dont la marge sur coûts variables progresse de 120 bp mais aussi d'une hausse du chiffre d'affaires.

Activité et résultats par région

Au premier semestre 2014, l'activité en Asie continue de progresser fortement avec une hausse des ventes totales de 22,1% alors que la production automobile dans la région a augmenté de 5,3%. La marge opérationnelle s'établit à 8,5% du chiffre d'affaires, en amélioration sensible (+110 points de base) par rapport au premier semestre de 2013. En Europe, Faurecia poursuit sa progression avec des ventes de produits en hausse de 6,7%, pour une production de véhicules légers qui progresse de 5,0%. La marge opérationnelle s'élève à 3,4% du chiffre d'affaires, à comparer à 2,4% au premier semestre de 2013.

Le chiffre d'affaires total³, les ventes de produits et la rentabilité du premier semestre 2014 se répartissent comme suit par régions :

en Europe, le chiffre d'affaires total atteint 5,28 milliards d'euros en hausse de 5,2%, contre 5,03 milliards d'euros au premier semestre de 2013. Les ventes de produits s'établissent à 4,12 milliards d'euros, en hausse de 6,7% (3,88 milliards d'euros au premier semestre de 2013) et progressent plus rapidement que la production automobile (+5,0%). En combinant une base de coûts réduite et une hausse des ventes, la marge opérationnelle augmente de 46% à 178 millions d'euros soit un taux de marge de 3,4% du chiffre d'affaires en hausse de 100 points de base par rapport au premier semestre de 2013 (2,4%);

² Les dépréciations exceptionnelles d'actifs constatées en 2013 (IAS 36) sur la division Automobile ont généré une baisse des charges d'amortissement, générant un effet positif de 51 M€, enregistré en production et achats, R&D et coûts de production.

³ y compris les ventes de monolithes, frais de développement, outillages, prototypes et autres services.

- en Amérique du Nord, le chiffre d'affaires total recule de 4,9% à 2,22 milliards d'euros, contre 2,46 milliards d'euros au premier semestre de 2013. Les ventes de produits se contractent à 1,70 milliards d'euros, contre 2,00 milliards d'euros au premier semestre de 2013, en baisse de 9,5% alors que la production automobile s'accroit de 4,2%. L'écart entre l'évolution des ventes et celle de la production automobile s'explique par une période de changements de modèles pour certains constructeurs et un mix client défavorable. Cette tendance devrait s'inverser au second semestre avec des ventes en hausse au quatrième trimestre de 2014. La marge sur coûts variables s'améliore de 150 points de base, traduisant une meilleure efficacité industrielle. Du fait de la baisse des volumes, la marge opérationnelle est cependant en baisse à 40 millions d'euros contre 62 millions d'euros au premier semestre de 2013 (taux de marge opérationnelle de 1,8% contre 2,5%);
- en Asie, le chiffre d'affaires total croît fortement (+22,1%) passant de 1,18 milliard d'euros à 1,39 milliard d'euros au premier semestre 2014. Les ventes de produits atteignent 933 millions d'euros, contre 799 millions d'euros au premier semestre de 2013, soit une hausse de 22,2%, pour une production automobile en hausse de 5,3%. Les ventes en Chine atteignent 769 millions d'euros, en hausse de 22,9%, soit plus de deux fois la croissance de la production automobile (+10,1%). La rentabilité en Asie s'améliore fortement avec une hausse de la marge opérationnelle qui atteint 8,5% contre 7,4% au premier semestre de 2013, soit 118 millions d'euros contre 87 millions d'euros ;
- en Amérique du Sud et dans le Reste du Monde, le chiffre d'affaires total se contracte de 6,3% à 446 millions d'euros contre 592 millions d'euros au premier semestre de 2013. Les ventes de produits ont été affectées par une baisse sensible de la production automobile (-16,7% en Amérique du Sud) mais aussi par des devises qui ont baissé de 18% par rapport à l'euro. Dans ces conditions difficiles, les ventes de produits sont en baisse de 8,2% pour atteindre 337 millions d'euros (contre 459 millions d'euros au premier semestre de 2013). Face à la dégradation brutale des conditions opérationnelles, la rentabilité s'est dégradée avec un accroissement de la perte opérationnelle qui passe de 15 millions d'euros à 26 millions d'euros.

Activité et résultats par activité

La croissance des ventes de produits a été soutenue pour Interior Systems (+6,2%), pour Emissions Control Technologies (+6,1%) ainsi que pour Automotive Exteriors (+3,7%). La rentabilité progresse pour les quatre activités, avec une mention particulière pour Emissions Control Technologies dont la marge sur les ventes de produits progresse de 260 points de base, passant de 4,5% à 7,1%.

- Le chiffre d'affaires total d'Automotive Seating s'élève à 2,63 milliards d'euros, contre 2,72 milliards d'euros au premier semestre de 2013, soit une très légère contraction de 0,2%. Les ventes de produits se replient de 1,9% passant de 2,59 milliards d'euros en 2013 à 2,47 milliards d'euros. En dépit d'une contraction des ventes, la marge opérationnelle s'élève à 107 millions d'euros, soit un taux de marge qui passe de 3,9% à 4,1% du chiffre d'affaires.
- Le chiffre d'affaires total d'Emissions Control Technologies progresse de 7,5% à 3,33 milliards d'euros, contre 3,20 milliards d'euros au premier semestre de 2013. Les ventes de produits augmentent de 6,1%, passant de 1,70 milliards d'euros à 1,72 milliards d'euros. La progression est particulièrement marquée en Asie (+17%). Les ventes de produits pour les véhicules commerciaux augmentent de 29% et représentent désormais un peu plus de 8% de cette activité. La marge opérationnelle sur les ventes de produits bondit de 260 points de base, passant d'un taux de marge de 4,5% à 7,1%, soit une marge opérationnelle de 122 millions d'euros contre 76 millions d'euros au premier semestre de 2013. Le taux de marge rapporté au chiffre d'affaires total passe de 2,4% à 3,7%.
- Le chiffre d'affaires d'Interior Systems s'élève à 2,37 milliards d'euros, contre 2,36 milliards d'euros au premier semestre de 2013, soit une progression de 4,6%. Les ventes de produits progressent de 6,2%, passant de 1,99 milliards d'euros à 2,02 milliards d'euros au premier semestre de 2013. La progression est particulièrement forte en Europe (+16%) et en Asie (+62%). Les ventes de produits aux groupes Daimler et GM s'accroissent respectivement de 50% et 17%. La rentabilité progresse avec une marge opérationnelle qui atteint 63 millions d'euros, soit un taux de marge de 2,7%, à comparer à 2,5% au premier semestre de 2013 (59 millions d'euros).
- Le chiffre d'affaires total d'Automotive Exteriors s'établit à 1,00 milliard d'euros, en hausse de 2,4% par rapport à 2013 (985 millions d'euros). Les ventes de produits croissent de 3,7%, passant de 860 millions d'euros à 887 millions d'euros. La marge opérationnelle progresse de 15 millions d'euros à 18 millions d'euros, soit une hausse du taux de marge de 20 points de base, qui atteint 1,8% (contre 1,6% au premier semestre de 2013).

Pour une information plus détaillée sur Faurecia, veuillez vous reporter au Rapport semestriel de Faurecia disponible sur le site www.faurecia.com

Banque PSA Finance

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Chiffre d'affaires	848	888
Produit net bancaire	426	458
Résultat opérationnel courant	172	198
% du chiffre d'affaires	20,3%	22,3%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance s'établit au premier semestre 2014 à 848 millions d'euros, en baisse de 4,5% par rapport au premier semestre 2013 (888 millions d'euros).

Le taux de pénétration des véhicules neufs a atteint 27,3% au premier semestre 2014 par rapport à une performance historique de 28,4% au premier semestre 2013. Ce résultat est fortement impacté pour moitié par la Zone Amérique Latine avec la crise argentine. Le nombre de contrats de financement Véhicules Neufs (VN) au client final est en baisse de 3,5% pour s'établir à 281 861 dossiers PSA contre 292 125 au premier semestre 2013.

Du fait des variations importantes liées au mix pays, d'une volonté de privilégier dans ce contexte le niveau de marge brute à la production unitaire tout en conservant une politique sélective en termes de risque, BPF a enregistré une baisse de 4% des volumes de financements VN et VO, à la clientèle finale au premier semestre 2014, avec 360 781 contrats, par rapport aux 375 820 contrats au premier semestre 2013.

En montant, les nouveaux financements consentis à la clientèle finale au premier semestre 2014 s'établissent à 3 867 millions d'euros, contre 3 893 millions d'euros au premier semestre 2013, en retrait de 0,7%.

Les encours de crédit à la clientèle finale s'élèvent à 15 594 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 15 762 millions d'euros au 30 juin 2013.

L'activité de financement à la clientèle corporate réseau a connu une reprise, après une longue période de contraction. Celle-ci est allée en s'amplifiant au cours du premier semestre et n'est pas liée à une offre de financement additionnelle ou modifiée. Dans un contexte de reprise du marché, la progression des encours financés est naturellement plus importante pour les véhicules que pour les pièces de rechange.

L'encours de financement à la clientèle corporate réseau à fin juin 2014 s'établit à 6 297 millions d'euros, en progression de 13,5%.

Au total, l'encours de crédit de Banque PSA Finance est en hausse de 2,7% pour s'établir à 21 891 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 21 312 millions d'euros à fin décembre 2013.

La marge des prestations d'assurance et de services (hors coût net de refinancement) s'élève à 83 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 84 millions d'euros au 30 juin 2013.

L'activité de collecte des dépôts en France rencontre un succès indéniable, avec 1,3 milliard d'euros d'encours total à fin juin 2014 (dont 45 millions d'euros au titre du Compte à terme DISTINGO « Fixe »), auprès de 34 387 clients (dont 1 496 clients au titre du Compte à terme DISTINGO « Fixe »).

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Encours de crédit par segment de clientèle (y compris encours titrisés)		
Corporate Réseau	6 297	5 550
Client Final (Retail & Corporate et assimilés)	15 594	15 762
TOTAL BANQUE PSA FINANCE*	21 891	21 312

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Encours de crédit (y compris encours titrisés)		
• France	8 254	7 991
Europe hors France	12 259	11 789
Reste du monde	1 378	1 532
TOTAL BANQUE PSA FINANCE	21 891	21 312
* Hors réévaluation des portefeuilles de taux.		

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de Banque PSA Finance s'élève à 172 millions d'euros au 30 juin 2014, à comparer à 198 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette baisse est la résultante de la diminution du Produit Net Bancaire, compensée en partie par la baisse sensible du coût du risque, les charges d'exploitations sur la période demeurant relativement stables.

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez vous reporter au Rapport semestriel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com

2.3.2 Autres éléments du compte de résultat

2.3.2.1 Résultat opérationnel

Les charges opérationnelles non courantes s'établissent au premier semestre à 265 millions d'euros à comparer à une charge de 208 millions d'euros au premier semestre 2013. Elles comprennent principalement des frais de rationalisation des structures pour 245 millions d'euros.

- Les charges de rationalisation de la division Automobile s'élèvent à 208 millions d'euros, comprenant une dotation complémentaire aux provisions de 163 millions d'euros pour l'Europe et une charge de 33 millions d'euros pour l'Amérique Latine.
- Les charges de rationalisation de Faurecia s'élèvent à 37 millions d'euros, dont 32 millions d'euros de coûts de restructuration.

Les produits opérationnels non courants s'établissent à 165 millions d'euros contre 241 millions d'euros au premier semestre 2013 et comprennent pour 83 millions d'euros des reprises de provisions notamment pour contrats onéreux, et pour 78 millions d'euros le résultat de cessions de biens immobiliers.

Pour plus de détails, veuillez vous reporter à la Note 7 figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2014.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel au premier semestre 2014 est un gain de 377 millions d'euros par rapport à une perte de 67 millions d'euros au premier semestre 2013.

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Automobile	(51)	(456)
Faurecia	266	215
Banque PSA Finance	170	198
Autres activités et holding	(8)	(24)
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	377	(67)

2.3.2.2 Résultat Financier

Le résultat financier, correspondant au solde des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie, des charges de financement et des produits et charges à caractère financier, représente au premier semestre 2014 une charge de 344 millions d'euros, à comparer à une charge de 245 millions d'euros au premier semestre 2013.

Au premier semestre 2013, le Groupe avait enregistré une plus-value exceptionnelle de 89 millions d'euros liée à la cession de titres BNP Paribas. Les charges financières restent similaires à celles du premier semestre 2013.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la note 8 figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2014.

2.3.2.3 Impôts sur les résultats

Le montant de l'impôt sur les résultats ressort à 183 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 207 millions d'euros au premier semestre 2013.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la note 9 dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2014.

2.3.2.4 Résultat net des sociétés mises en équivalence

Le résultat net des sociétés mises en équivalence au premier semestre 2014 est un produit de 108 millions d'euros à comparer à un produit de 88 millions d'euros au premier semestre 2013.

Il comprend principalement la contribution de DPCA (Dongfeng Peugeot Citroën Automobile) au résultat pour 110 millions d'euros au premier semestre 2014 à comparer à 96 millions d'euros au premier semestre 2013. (cf note 11.4). La contribution de CAPSA (Changan PSA Automobiles) au résultat du Groupe est négative à 15 millions d'euros à comparer à -23 millions d'euros au premier semestre 2013.

Pour plus de détails sur le résultat net des sociétés mises en équivalence, veuillez vous référer à la note 11.3 dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2014.

2.3.2.5 Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net des activités poursuivies est une perte de 42 millions d'euros au premier semestre 2014 contre une perte de 431 millions d'euros au premier semestre 2013.

2.3.2.6 Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé est une perte de 42 millions d'euros au premier semestre 2014 contre une perte de 433 millions d'euros au premier semestre 2013.

2.3.2.7 Résultat net consolidé - part du groupe

Le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort à -114 millions d'euros au premier semestre 2014 à comparer à -471 millions d'euros au premier semestre 2013.

2.3.2.8 Résultat net par action

Par action, le résultat net, part du groupe, représente une perte de 0,25 euros, à comparer à une perte de 1,38 euros au premier semestre 2013. Les valeurs sont identiques pour la ventilation par action diluée.

Veuillez vous référer à la note 10 des États financiers consolidés au 30 juin 2014.

2.4 Perspectives

Le Groupe s'attend à un marché automobile en Europe en 2014 en croissance de l'ordre de 3%, à une croissance de l'ordre de 10% en Chine, un marché en repli d'environ 7% en Amérique Latine, et à un marché en baisse d'environ 10% en Russie⁴.

.....

Le Groupe a pour objectif d'atteindre un free cash flow opérationnel⁵ Groupe récurrent positif au plus tard en 2016 et un free cash flow opérationnel cumulé de 2 milliards d'euros sur la période 2016-2018. Il a également pour objectif d'atteindre une marge opérationnelle⁶ de 2% en 2018 pour la division Automobile, avec une cible de 5% sur la période du prochain plan moyen terme 2019-2023.

⁴ Contre un marché russe estimé à -5% à fin mars 2014

⁵ Free cash flow hors frais de restructuration et éléments exceptionnels des sociétés industrielles et commerciales

⁶ Résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires

3. TRESORERIE ET CAPITAUX PROPRES

3.1 Capitaux propres de l'émetteur

À 10 666 millions d'euros au 30 juin 2014, les capitaux propres du Groupe sont en augmentation par rapport au niveau atteint à fin décembre 2013 (7 837 millions d'euros). L'écart provient principalement des augmentations de capital (voir point 2.1.3.) d'un total net de 2 937 millions d'euros.

Au 30 juin 2014, le capital social se compose de 783 088 675 actions d'une valeur nominale d'un euro. Le Groupe détient 12 788 627 de ses propres titres qui lui permettent de couvrir ses besoins au titre des plans d'attribution de stock-options en cours, et de couvrir l'émission OCEANE de juin 2009. Au premier semestre 2014, aucun rachat d'actions propres n'a été effectué

3.2 Position financière nette des activités industrielles et commerciales

Les passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales s'élèvent, au 30 juin 2014, à 11 406 millions d'euros contre 11 148 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les actifs financiers des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 11 630 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 6 967 millions d'euros au 31 décembre 2013 ; cette augmentation provient notamment des augmentations de capital pour un montant de 2 969 millions d'euros.

La position financière nette des activités industrielles et commerciales passe ainsi, au 30 juin 2014, à 224 millions d'euros, à comparer à un endettement net de 4 181 millions d'euros à fin décembre 2013 (voir note 20 des Etats financiers consolidés au 30 juin 2014). La dette nette de Faurecia représente 1 512 millions d'euros contre 1 628 millions d'euros à fin 2013. La position financière nette de l'Automobile (Sociétés industrielles et commerciales hors Faurecia) s'élève donc à 1 736 millions d'euros au 30 juin 2014, à comparer à un endettement net de 2 553 millions d'euros au 31 décembre 2013.

La marge brute d'autofinancement du premier semestre 2014 s'élève à 1 176 millions d'euros (incluant les flux liés aux restructurations de 283 millions d'euros) et est en augmentation par rapport à celle du premier semestre 2013 (733 millions d'euros).

Le BFR évolue positivement de 1 139 millions d'euros grâce, notamment, à la bonne gestion des stocks (+346 millions d'euros). Les créances clients évoluent de -495 millions d'euros sur le semestre et les dettes fournisseurs de +741 millions d'euros. La variation des impôts et les autres variations du BFR évoluent respectivement de +122 et +425 millions d'euros.

Les investissements et dépenses de recherche et développement capitalisées se sont élevés, au premier semestre 2014, à 1 159 millions d'euros. Les cessions d'actifs immobiliers ont permis de dégager un apport de trésorerie de 130 millions d'euros au premier semestre 2014.

Le versement des dividendes des filiales du Groupe a atteint 228 millions d'euros, dont 224 millions d'euros provenant de BPF.

Les augmentations de capital ont représenté une ressource de 2 969 millions d'euros au premier semestre 2014, dont, notamment, 2 944 millions d'euros provenant des augmentations de capital d'avril et de mai et 22 millions d'euros provenant de la vente des actions Faurecia reçues en paiement du dividende 2013.

Le Free Cash Flow⁷ ressort à 1 514 millions d'euros. Le Free Cash Flow opérationnel, hors décaissement pour restructurations, hors éléments exceptionnels (cession d'actifs immobiliers), s'élève à 1 667 millions d'euros.

3.3 Sources et montant des flux de trésorerie consolidés et description de ces flux

3.3.1 Flux de trésorerie consolidés

Pour une information détaillée, veuillez vous référer au tableau de Flux de trésorerie consolidés dans les États financiers consolidés au 30 juin 2014.

⁷ Free Cash flow des sociétés industrielles et commerciales : les dividendes reçus de Banque PSA Finance sont depuis 2010 inclus dans le Free Cash Flow». Celui-ci est égal à : flux liés à l'exploitation + flux liés aux investissements + dividende net reçu des sociétés du Groupe.

3.3.2 Flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales pour les premiers semestres 2014 et 2013 :

	Activités industrielles et commerciales	
(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Résultat net	(145)	(577)
Marge brute d'autofinancement	1 176	733
Variation des actifs et passifs d'exploitation	1 139	326
Flux liés à l'exploitation	2 315	1 059
Flux liés aux investissements	(1 029)	(1 342)
Flux des opérations financières	2 921	2 823
Mouvements de conversion	16	(48)
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies	4 223	2 492
Trésorerie générée par les activités destinées à être cédées	-	(31)
Trésorerie nette d'ouverture	6 161	5 497
Trésorerie nette de clôture	10 384	7 958

Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales

La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales s'établit à 1 176 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 733 millions d'euros au premier semestre 2013. Elle représente 4,4% du chiffre d'affaires des sociétés industrielles et commerciales, contre 2,7% au premier semestre de l'année dernière.

La variation du besoin en fonds de roulement s'élève à 1 139 millions d'euros.

En conséquence, les flux liés à l'exploitation des activités industrielles et commerciales présentent un solde positif de 2 315 millions d'euros, contre 1 059 millions d'euros au premier semestre 2013.

Le tableau ci-dessous illustre les niveaux de stock de voitures neuves du Groupe et du réseau indépendant :

(en milliers d'unités)	30 juin 2014	30 juin 2013	30 juin 2012
Groupe	170	216	225
Réseau indépendant	236	220	243
TOTAL	406	436	468

Le niveau de stock au 30 juin 2014 s'élève à 406 000 véhicules neufs contre 436 000 au 30 juin 2013.

Flux d'investissement des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux investissements des activités industrielles et commerciales s'établissent au 30 juin 2014 à 1 029 millions d'euros, à comparer à 1 342 millions d'euros à fin juin 2013. Ces investissements, au-delà de ceux réalisés par la division Automobile, comprennent les investissements réalisés par Faurecia.

Flux des opérations financières des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux opérations financières des activités industrielles et commerciales s'établissent à 2 921 millions d'euros contre 2 823 millions d'euros au 30 juin 2013.

Trésorerie nette de clôture des activités industrielles et commerciales

Compte tenu des flux d'exploitation, des flux d'investissements et des flux des opérations financières ci-dessus et après prise en compte de mouvements de conversion de 16 millions d'euros, la trésorerie nette de clôture s'élève au 30 juin 2014 à 10 384 millions d'euros, contre 7 958 millions d'euros au 30 juin 2013.

La sécurité financière des activités industrielles et commerciales s'élève au 30 juin 2014 à 15 024 millions d'euros contre 10 140 millions d'euros au 30 juin 2013, avec 10 874 millions d'euros de trésorerie, actifs financiers courants et non courants et 4 150 millions d'euros de lignes de crédit non tirés (cf note 20.4).

3.3.3. Trésorerie nette de clôture des activités de financement

A fin juin 2014, la trésorerie de Banque PSA Finance s'établit à 1 830 millions d'euros contre 2 296 millions d'euros fin juin 2013 (voir la note 16.2 des États financiers consolidés au 30 juin 2014).

3.4. Financement et ressources de liquidité

3.4.1. Activités industrielles et commerciales

En dehors des opérations de cession de créances, décrites en note 19, aucune opération ponctuelle n'a été réalisée à fin juin 2014.

Par ailleurs, Peugeot S.A. et le GIE PSA Trésorerie disposent d'une ligne de crédit confirmée d'un montant de 3 000 millions d'euros, dont l'échéance est à avril 2019 pour un montant de 2 000 millions d'euros, le solde de 1 000 millions d'euros à échéance avril 2017. Cette facilité était non tirée au 30 juin 2014 (cf. note 20.3). Faurecia dispose de lignes de crédit confirmées non tirées qui s'élèvent au 30 juin 2014 à 1 150 millions d'euros.

3.4.2. Banque PSA Finance

Au 30 juin 2014, 29% des financements provenaient de crédits bancaires tirés, 30% du marché des capitaux, 27% d'opérations de titrisations sur les marchés, 7% de financements « autres » (dont 5% d'origine publique comme la BCE), et 7% de l'activité de dépôt bancaire mise en place en mars 2013. Au 31 décembre 2013, ces sources avaient contribué pour respectivement 22%, 38%, 25%, 10% (d'origine publique) et 5% au financement de la Banque.

Sécurité financière

Au 30 juin 2014, la sécurité financière représente 6 411 millions d'euros contre 8 400 millions d'euros au 31 décembre 2013. (cf Note 21.3).

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez vous reporter au Rapport semestriel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com

III - Comptes consolidés condensés au 30 juin 2014

Groupe **PSA PEUGEOT CITROËN**

Sommaire

Comptes de résultats consolidés	22
Etats consolidés des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	24
Bilans consolidés	26
Tableaux de flux de trésorerie consolidés	28
Variations des capitaux propres consolidés	30
Notes aux comptes consolidés au 30 iuin 2014	31

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

		30 juin	2014	
	Activités			
	industrielles et	Activités de		
(en millions d'euros)	commerciales	financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies				
Chiffre d'affaires	26 938	848	(170)	27 616
Coûts des biens et services vendus	(22 583)	(475)	170	(22 888)
Frais généraux et commerciaux	(3 045)	(201)	-	(3 246)
Frais d'études, de recherche et de développement (note 6)	(1 005)	-	-	(1 005)
Résultat opérationnel courant	305	172	-	477
Produits opérationnels non courants (note 7)	165	-	-	165
Charges opérationnelles non courantes (note 7)	(263)	(2)	-	(265)
Résultat opérationnel	207	170	-	377
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie (note 8)	45	-	-	45
Charges de financement (note 8)	(331)	-	-	(331)
Produits à caractère financier	48	-	-	48
Charges à caractère financier	(106)	-	-	(106)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	(137)	170	-	33
Impôts sur les résultats (note 9)	(111)	(72)	-	(183)
Résultat net des sociétés mises en équivalence (note 11)	103	5	-	108
Résultat net des activités poursuivies	(145)	103	-	(42)
Dont part du groupe	(213)	97	2	(114)
Activités destinées à être cédées				
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-	-
Résultat net consolidé	(145)	103	-	(42)
Dont part du groupe	(213)	97	2	(114)
Dont part des minoritaires	68	6	(2)	72
(en euros)				
Résultat net par action de 1 euro (note 10)				(0.25)
Résultat net dilué par action de 1 euro (note 10)				(0.25)

	ore 2013	31 décemb			2013	30 juin	
			Activités				Activités
	,	Activités de	industrielles et		,	Activités de	industrielles et
Total	Éliminations	financement	commerciales	Total	Éliminations	financement	commerciales
54 019	(310)	1 773	52 556	27 740	(141)	888	26 993
(45 887)	310	(1 014)	(45 183)	(23 543)	141	(490)	(23 194)
(6 148)	310	(391)	(5 757)	(3 188)	141	(200)	(2 988)
(2 158)	_	(591)	(2 158)	(1 109)	_	(200)	(1 109)
(174)		368	(542)	(100)		198	(298)
413			413	241	-	_	241
(1 578)	_	-	(1 578)	(208)	-	-	(208)
(1 339)	-	368	(1 707)	(67)	-	198	(265)
138	-	-	138	116	-	-	116
(623)	-	-	(623)	(269)	-	-	(269)
65	-	-	65	27	-	-	27
(244)	=	-	(244)	(119)	-	-	(119)
(2 003)	-	368	(2 371)	(312)	-	198	(510)
(394)	-	(138)	(256)	(207)	-	(56)	(151)
173	-	8	165	88	-	4	84
(2 224)	-	238	(2 462)	(431)	-	146	(577)
(2 325)	6	223	(2 554)	(470)	2	139	(611)
(3)	-	-	(3)	(2)	-	-	(2)
(2 227)		238	(2 465)	(433)		146	(579)
(2 327)	6	223	(2 556)	(471)	2	139	(612)
100	(6)	15	91	38	(2)	7	33
(2				4			
(6.80)				(1.38)			
(6.80)				(1.38)			

ETATS CONSOLIDES DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

	30	0 juin 2014 Produit	
(en millions d'euros)	Avant impôt	(charge) d'impôt	Après impôt
Résultat net consolidé	141	(183)	(42)
Eléments recyclables par résultat			
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	52	(16)	36
- dont évaluation reprise en résultat net	(19)	3	(16)
- dont évaluation directe par capitaux propres	71	(19)	52
Réévaluation à la juste valeur des titres "disponibles à la vente"	-	-	-
- dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-
- dont évaluation directe par capitaux propres	-	-	-
Ecarts de change sur conversion des activités à l'étranger	(38)		(38)
Total	14	(16)	(2)
Eléments non recyclables par résultat			
Ecarts actuariels des retraites	(103)	26	(77)
Produits (charges) nets comptabilisés en capitaux propres	(89)	10	(79)
- dont part des sociétés mises en équivalence	(19)	-	(19)
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	52	(173)	(121)
- dont part des actionnaires de Peugeot S.A dont part des minoritaires			(180) 59

Les produits et charges comptabilisés en capitaux propres correspondent à toutes les variations de capitaux propres résultant de transactions avec les tiers non actionnaires.

3	30 juin 2013		31 0	décembre 20°	13
Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
(226)	(207)	(433)	(1 833)	(394)	(2 227)
(50)	16	(34)	(48)	18	(30)
(29)	7	(22)	(49)	13	(36)
(21)	9	(12)	1	5	6
(83)	3	(80)	(83)	3	(80)
-	-	-	-	-	-
(83)	3	(80)	(83)	3	(80)
(107)		(107)	(365)		(365)
(240)	19	(221)	(496)	21	(475)
29	(3)	26	204	(51)	153
(211)	16	(195)	(292)	(30)	(322)
25	-	25	(22)	-	(22)
(437)	(191)	(628)	(2 125)	(424)	(2 549)
		(672)			(2 630)
		44			81

BILANS CONSOLIDES

ACTIF

ACTIF		30 juin 201	4	
	Activités industrielles	Activités de		
(en millions d'euros)	et commerciales	financement	Éliminations	Tota
Activités poursuivies				
Écarts d'acquisition	1 487	77	-	1 56
Immobilisations incorporelles	4 118	66	-	4 18
Immobilisations corporelles	11 567	16	-	11 58
Titres mis en équivalence (note 11)	1 241	87	-	1 32
Titres de participation	23	9	-	3
Autres actifs financiers non courants (note 12)	691	43	-	73
Autres actifs non courants (note 13)	689	6	(1)	69
Actifs d'impôts différés	533	45		57
Total des actifs non courants	20 349	349	(1)	20 69
Actifs d'exploitation Prêts et créances des activités de financement (note 14)		21 920	(35)	21 88
Titres de placement des activités de financement		826	(33)	82
Stocks (note 15)	5 202	020		5 20
Clients des activités industrielles et commerciales	2 193	_	(273)	1 92
Impôts courants	142	29	(12)	15
Autres débiteurs	1 742	726	(145)	2 32
	9 279	23 501	(465)	32 31
Actifs financiers courants (note 12)	512	-	(400)	11
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 16)	10 427	1 830	(342)	11 91
Total des actifs courants	20 218	25 331	(1 207)	44 34
Total des actifs des activités poursuivies	40 567	25 680	(1 208)	65 03
Total des actifs des activités destinées à être cédées	12	-	-	1
Total actif	40 579	25 680	(1 208)	65 05
	Activités industrielles	30 juin 201 Activités de	4	
(en millions d'euros)	et commerciales	financement	Éliminations	Tota
Capitaux propres				
Capital social				78
Titres d'autocontrôle				(292
Réserves et résultats nets - Part du groupe				9 12
Intérêts minoritaires				1 05
Total des capitaux propres				10 66
Activités poursuivies				
. Strice pour currice				
-	7 341	-	-	7 34
Passifs financiers non courants (note 19)	7 341 3 733	- -	- (1)	
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18)		- - 17	(1) -	3 73
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18)	3 733	- - 17 332	- (1) - -	3 73 1 29
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants	3 733 1 274		-	3 73 1 29 85
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation	3 733 1 274 524	332 349	(1)	3 73 1 29 85 13 22
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21)	3 733 1 274 524 12 872	332 349 21 077	- -	3 73 1 29 85 13 22 20 33
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18)	3 733 1 274 524 12 872	332 349	(1) (747)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	3 733 1 274 524 12 872 - 2 546 8 818	332 349 21 077 96	(1) (747) - (13)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés Impôts courants	3 733 1 274 524 12 872 - 2 546 8 818 223	332 349 21 077 96 - 56	(747) - (13) (12)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	3 733 1 274 524 12 872 - 2 546 8 818 223 4 569	332 349 21 077 96 - 56 922	(1) (747) - (13) (12) (413)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26 5 07
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés Impôts courants Autres créanciers	3 733 1 274 524 12 872 - 2 546 8 818 223 4 569 16 156	332 349 21 077 96 - 56	(1) (747) - (13) (12) (413) (1 185)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26 5 07 37 12
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés Impôts courants Autres créanciers Passifs financiers courants (note 19)	3 733 1 274 524 12 872 2 546 8 818 223 4 569 16 156 4 065	332 349 21 077 96 - 56 922 22 151	(1) (747) (13) (12) (413) (1 185) (22)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26 5 07 37 12 4 04
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés Impôts courants Autres créanciers Passifs financiers courants (note 19) Total des passifs courants	3 733 1 274 524 12 872 2 546 8 818 223 4 569 16 156 4 065	332 349 21 077 96 - 56 922 22 151 - 22 151	(1) (747) (13) (12) (413) (1 185) (22) (1 207)	7 34 3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26 5 07 37 12 4 04 41 16
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés Impôts courants Autres créanciers Passifs financiers courants (note 19)	3 733 1 274 524 12 872 2 546 8 818 223 4 569 16 156 4 065	332 349 21 077 96 - 56 922 22 151	(1) (747) (13) (12) (413) (1 185) (22)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26 5 07 37 12 4 04
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés Impôts courants Autres créanciers Passifs financiers courants (note 19) Total des passifs des activités poursuivies	3 733 1 274 524 12 872 2 546 8 818 223 4 569 16 156 4 065 20 221 33 093	332 349 21 077 96 - 56 922 22 151 - 22 151	(1) (747) (13) (12) (413) (1 185) (22) (1 207)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26 5 07 37 12 4 04 41 16
Passifs financiers non courants (note 19) Autres passifs non courants Provisions non courantes (note 18) Passifs d'impôts différés Total des passifs non courants Passifs d'exploitation Dettes des activités de financement (note 21) Provisions courantes (note 18) Fournisseurs d'exploitation et comptes associés Impôts courants Autres créanciers Passifs financiers courants (note 19) Total des passifs courants	3 733 1 274 524 12 872 2 546 8 818 223 4 569 16 156 4 065 20 221 33 093	332 349 21 077 96 - 56 922 22 151 - 22 151	(1) (747) (13) (12) (413) (1 185) (22) (1 207)	3 73 1 29 85 13 22 20 33 2 64 8 80 26 5 07 37 12 4 04 41 16

65 051

Total passif

	31 décembre 2013				
	Activités industrielles	Activités de	,		
(en millions d'euros)	et commerciales	financement	Éliminations	Total	
Activités poursuivies					
Écarts d'acquisition	1 484	77	-	1 561	
Immobilisations incorporelles	3 958	70	-	4 028	
Immobilisations corporelles	11 236	17	-	11 253	
Titres mis en équivalence (note 11)	1 292	83	-	1 375	
Titres de participation	22	10	-	32	
Autres actifs financiers non courants (note 12)	641	53	-	694	
Autres actifs non courants (note 13)	598	5	(1)	602	
Actifs d'impôts différés	478	74	-	552	
Total des actifs non courants	19 709	389	(1)	20 097	
Actifs d'exploitation					
Prêts et créances des activités de financement (note 14)	-	21 335	(55)	21 280	
Titres de placement des activités de financement	-	829	-	829	
Stocks (note 15)	5 588	-	-	5 588	
Clients des activités industrielles et commerciales	1 790	-	(156)	1 634	
Impôts courants	161	43	(16)	188	
Autres débiteurs	1 659	657	(131)	2 185	
	9 198	22 864	(358)	31 704	
Actifs financiers courants (note 12)	141	-	-	141	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 16)	6 185	1 804	(210)	7 779	
Total des actifs courants	15 524	24 668	(568)	39 624	
Total des actifs des activités poursuivies	35 233	25 057	(569)	59 721	
Total des actifs des activités destinées à être cédées	43	-	-	43	
Total actif	35 276	25 057	(569)	59 764	

(en millions d'euros) Capitaux propres Capital social Titres d'autocontrôle	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	4	
Capitaux propres Capital social	et commerciales	financement	<u> </u>	
Capital social			Éliminations	Total
•				
Titros d'autocontrôlo				355
Titles d'autocontrole				(351)
Réserves et résultats nets - Part du groupe				6 823
Intérêts minoritaires				1 010
Total des capitaux propres				7 837
Activités poursuivies				
Passifs financiers non courants (note 19)	7 956	-	-	7 956
Autres passifs non courants	3 045	-	(1)	3 044
Provisions non courantes (note 18)	1 128	16	-	1 144
Passifs d'impôts différés	493	348	-	841
Total des passifs non courants	12 622	364	(1)	12 985
Passifs d'exploitation				
Dettes des activités de financement (note 21)	-	20 444	(216)	20 228
Provisions courantes (note 18)	2 568	89	-	2 657
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	8 108	-	(12)	8 096
Impôts courants	117	44	(16)	145
Autres créanciers	4 124	824	(281)	4 667
	14 917	21 401	(525)	35 793
Passifs financiers courants (note 19)	3 192	-	(43)	3 149
Total des passifs courants	18 109	21 401	(568)	38 942
Total des passifs des activités poursuivies	30 731	21 765	(569)	51 927

Total passif

59 764

TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

		30 juin 20	14	
	Activités			
	industrielles et	Activités de		
(en millions d'euros)	commerciales	financement	Éliminations	Total
Résultat net des activités poursuivies	(145)	103	-	(42)
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :				
 Dotations nettes aux amortissements et 				
pertes de valeur	1 172	11	-	1 183
Dotations nettes aux provisions	(39)	7	-	(32)
 Variation des impôts différés 	(25)	14	-	(11)
Résultats sur cessions et autres	(25)	-	-	(25)
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets				
des dividendes reçus	36	(5)	-	31
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur				
endettement	60	_	_	60
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés				
en location	142	_	_	142
Marge brute d'autofinancement	1 176	130	_	1 306
Variation doe notify at magnify disvalation (note 22)			(550)	
Variation des actifs et passifs d'exploitation (note 22)	1 139	123	(550)	712
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	2 315	253	(550)	2 018
Cessions de sociétés consolidées et de titres de				
participation	-	-	-	-
Acquisitions de sociétés consolidées et de titres de				
participation	(3)	-	-	(3)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	142	4	-	146
Investissements en immobilisations corporelles	(568)	(5)	-	(573)
Investissements en immobilisations incorporelles	(542)	(4)	-	(546)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(64)	-	-	(64)
Autres	6	-	-	6
Flux liés aux investissements des activités	(4.020)	(5)		(4.024)
poursuivies	(1 029)	(5)	-	(1 034)
Dividendes versés :				
 Intragroupe 	228	(228)	-	-
 Aux minoritaires des filiales intégrées 	(26)	-	-	(26)
Augmentation de capital et des primes	2 969	-	-	2 969
(Acquisitions) Cessions de titres d'autocontrôle	24	-	-	24
Variation des autres actifs et passifs financiers (note 22)	(274)	-	420	146
Flux des opérations financières des activités	2 921	(228)	420	3 113
poursuivies				
Mouvements de conversion	16	6	(2)	20
Augmentation (diminution) de la trésorerie des	4 223	26	(132)	4 117
activités poursuivies			. ,	
Trésorerie générée par les activités destinées à être cédées	-	-	-	-
Trésorerie nette au début de l'exercice	6 161	1 804	(210)	7 755
Trésorerie nette de clôture des activités poursuivies (note 22)	10 384	1 830	(342)	11 872

	2013			30 juin 2013				
			Activités				Activités	
	,		industrielles et		,		industrielles et	
Total	Eliminations			Total	Eliminations		commerciales	
(2 224)	-	238	(2 462)	(431)	-	146	(577)	
		••		4 000		40		
3 563	-	28	3 535	1 289	-	10	1 279	
(346)	-	14	(360)	(205)	-	6	(211)	
61	-	15	46	69	-	(13)	82	
(36)	-	-	(36)	(143)	-	-	(143)	
(41)	-	(8)	(33)	44	-	(4)	48	
119	-	-	119	142	-	-	142	
(37)	-	-	(37)	113	-	-	113	
1 059	-	287	772	878	-	145	733	
687	64	182	441	1 097	(12)	783	326	
1 746	64	469	1 213	1 975	(12)	928	1 059	
(9)	-	-	(9)	(11)	-	-	(11)	
(120)	-	(30)	(90)	(74)	-	-	(74)	
191	-	8	183	177	-	4	173	
(1 492)	-	(12)	(1 480)	(776)	-	(7)	(769)	
(1 009)	-	(7)	(1 002)	(530)	-	(4)	(526)	
(123)	-	- (4)	(123)	(111)	-	-	(111)	
45	-	(1)	46	(24)	-		(24)	
(2 517)	-	(42)	(2 475)	(1 349)	-	(7)	(1 342)	
-	_	(286)	286	-	-	(286)	286	
(48)	-	-	(48)	(26)	-	-	(26)	
10	-	-	10	3	-	-	3	
-	-	-	-	-	-	-	-	
1 811	-	-	1 811	2 504	(56)	-	2 560	
1 773	-	(286)	2 059	2 481	(56)	(286)	2 823	
(93)	5	(6)	(92)	(53)	3	(8)	(48)	
909	69	135	705	3 054	(65)	627	2 492	
(41)	-	-	(41)	(31)	-	-	(31)	
6 887	(279)	1 669	5 497	6 887	(279)	1 669	5 497	
7 755	(210)	1 804	6 161	9 910	(344)	2 296	7 958	

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

							1		i I	
(en millions d'euros)	Capital social	Titres d'auto- contrôle	Réserves hors écarts d'évaluation	Couvertures	s d'évaluation Titres "disponibles à la vente"	- Part du gro Ecarts actuariels sur retraites	upe Ecarts de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - intérêts minoritaire	Total des capitaux propres
Au 31 décembre 2012	355	(351)	9 597	(42)	80	(310)	138	9 467	700	10 167
Première application d'IFRS 11	-	-	(55)	-	-	(8)	-	(63)	84	21
Première application d'IFRIC 21	-	-	40	-	-	-	-	40	3	43
Au 1 ^{er} janvier 2013	355	(351)	9 582	(42)	80	(318)	138	9 444	787	10 231
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	(471)	(32)	(80)	21	(110)	(672)	44	(628)
Variations de périmètre et autres	-	-	(5)	-	-	-	-	(5)	2	(3)
Augmentation de capital	-	-	(23)	-	-	-	-	(23)	20	(3)
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(30)	(30)
Au 30 juin 2013	355	(351)	9 083	(74)	-	(297)	28	8 744	823	9 567
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	(1 856)	-	-	124	(226)	(1 958)	37	(1 921)
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	1	-	-	-	-	1	1	2
Variations de périmètre et autres	-	-	7	-	-	4	-	11	(24)	(13)
Augmentation de capital	-	-	29	-	-	-	-	29	192	221
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(19)	(19)
Au 31 décembre 2013	355	(351)	7 264	(74)	-	(169)	(198)	6 827	1 010	7 837
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	(114)	36	-	(67)	(35)	(180)	59	(121)
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Variations de périmètre et autres	-	-	3	-	-	-	-	3	8	11
Augmentation de capital	428	-	2 509	-	-	-	-	2 937	17	2 954
Titres d'autocontrôle	-	59	(35)	-	-	-	-	24	-	24
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(41)	(41)
Au 30 juin 2014	783	(292)	9 629	(38)	-	(236)	(233)	9 613	1 053	10 666

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2014

Informations générales

Note 1 - Evénements majeurs du semestre	
Note 2 - Principes comptables	
Note 3 - Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés	37
Note 4 - Composition du Groupe	40
Note 5 - Information sectorielle	
Comptes de résultats	
Note 6 - Frais d'études et de développement	42
Note 7 - Produits et charges opérationnels non courants	
Note 8 - Charges de financement	
Note 9 - Impôts sur les résultats	
Note 10 - Résultat net par action	
Bilans – Actif	
Note 11 - Titres mis en équivalence	
Note 12 - Actifs financiers courants et non courants	50
Note 13 - Autres actifs non courants	50
Note 14 - Prêts et créances des activités de financement	
Note 15 - Stocks	51
Note 16 - Trésorerie et equivalents de trésorerie	52
Bilans – Passif	
Dilaiis – Passii	
Note 17 - Capital	52
Note 18 - Provisions courantes et non courantes	
Note 19 - Passifs financiers courants et non courants des activités indust	
Note 20 - Position financière nette / (Endettement net) des activités indu	
Note 21 - Dettes des activités de financement	
Note 22 Bettes des delivites de midricement infilminismi	
Informations complémentaires	
Note 22 - Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés	
Note 23 - Engagements hors bilan et passifs éventuels	62
Note 24 - Evènements postérieurs à la clôture	62

Préambule

Les comptes consolidés au 30 juin 2014 y compris les notes annexes ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 22 juillet 2014, la note 24 tenant compte des événements survenus jusqu'au 29 juillet 2014.

NOTE 1 - EVENEMENTS MAJEURS DU SEMESTRE

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AVEC DONGFENG MOTOR GROUP ET AUGMENTATIONS DE CAPITAL DE 3 MILLIARDS D'EUROS

Le Groupe a signé le 26 mars 2014 les accords définitifs avec Dongfeng Motor Group (DFG), l'Etat français et le groupe familial Peugeot portant sur les opérations majeures suivantes ayant pour objectif d'améliorer sa compétitivité, d'accélérer sa stratégie de globalisation et de conquête des marchés émergents, et de renforcer sa solidité financière.

Ces opérations consistent en :

 Un renforcement et un approfondissement du partenariat industriel et commercial existant avec DFG, deuxième constructeur automobile chinois, avec pour objectif de capitaliser sur les succès actuels du Groupe dans le plus grand marché automobile mondial, aujourd'hui principal gisement de croissance pour le secteur.

Ce partenariat stratégique couvre 3 volets:

- Augmentation des volumes de DPCA, l'entreprise commune créée en Chine par DFG et PSA Peugeot Citroën, basée à Wuhan, avec pour objectif la production et la commercialisation de 1,5 million de véhicules par an à l'horizon 2020,
- Création d'un centre de R&D commun en Chine, dédié au développement des produits et technologies destinés aux marchés à forte croissance, dont la Chine,
- Création d'une nouvelle joint-venture ayant pour objectif de développer les ventes des véhicules des marques Peugeot, Citroën et Feng Shen (marque propre DPCA) en Asie du Sud-Est, et potentiellement sur d'autres marchés en croissance.
- 2. Des augmentations de capital pour un montant total de 3 milliards d'euros décidées par l'assemblée générale du 25 avril 2014 comprenant :
 - une augmentation de capital réservée d'un montant de 1 048 millions d'euros, souscrite à parts égales le 29 avril 2014 par DFG via Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Limited (« DMHK ») et l'Etat français par l'intermédiaire de la SOGEPA, au prix de 7,5 euros par action,
 - une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 1 953 millions d'euros, ouverte à l'ensemble des actionnaires de Peugeot S.A. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 23 mai 2014,
 - une attribution gratuite au préalable de BSA aux actionnaires de l'époque de Peugeot S.A. à raison d'un BSA par action détenue, 10 BSA permettant de souscrire 3 actions nouvelles. Leur maturité est de 3 ans, avec une possibilité d'exercice à compter de la 2^{ème} année. Le prix de souscription par action est identique à celui de l'augmentation de capital réservée à DFM et l'Etat français, soit 7,5 euros par action.

Par ces augmentations de capital, DFG et l'Etat français ont investi chacun environ 800 millions d'euros dans PSA Peugeot Citroën et sont devenus actionnaires-clés au côté du groupe familial Peugeot, qui a également souscrit à hauteur de 142 millions d'euros. A l'issue de ces opérations, ces trois acteurs détiennent chacun une participation identique de 14,1% du capital de Peugeot S.A. et disposent chacun de deux sièges au Conseil de Surveillance.

RENOUVELLEMENT D'UN CREDIT SYNDIQUE DE 3 MILLIARDS D'EUROS

PSA Peugeot Citroën a signé le 8 avril 2014 un nouveau crédit syndiqué pour un montant de 3,0 milliards d'euros, composé d'une tranche de 2,0 milliards d'euros à maturité cinq ans et d'une tranche de 1,0 milliard d'euros à maturité trois ans avec deux options d'extension d'un an.

Cette ligne de crédit se substitue à la ligne de crédit de 2,4 milliards d'euros signée en juillet 2010 dont les maturités s'étendaient jusqu'à juillet 2015.

Associée aux augmentations de capital, cette opération renforce le profil financier, la solidité et la sécurité financière du Groupe.

SIGNATURE D'UN ACCORD-CADRE ENTRE BANQUE PSA FINANCE ET SANTANDER CONSUMER FINANCE

Faisant suite à leur entrée en négociations exclusives le 19 février 2014, Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance (Santander CF) ont annoncé le 10 juillet la signature de l'accord-cadre sur la constitution d'un partenariat qui porte sur onze pays en Europe.

Ce partenariat entre Banque PSA Finance, la captive de PSA Peugeot Citroën spécialisée dans le financement automobile, et Santander CF, la division de Banco Santander spécialisée dans le crédit à la consommation, prendra la forme de sociétés communes dans la plupart des pays ou d'accords commerciaux. Cette opération renforcera la compétitivité des marques du Groupe leur permettant une meilleure pénétration du marché du financement automobile. Elle dynamisera et pérennisera les activités de Banque PSA Finance grâce à des offres compétitives réservées aux marques et aux clients de PSA Peugeot Citroën. Le périmètre envisagé pour l'opération couvrira environ 90% des activités actuelles de Banque PSA Finance.

L'opération a reçu l'avis favorable des comités d'entreprise concernés de PSA Peugeot Citroën et de Banque PSA Finance. La mise en place de ce partenariat reste soumise à l'approbation des autorités de la concurrence et des autorités de régulation du secteur bancaire dans les principaux pays européens. Sous ces réserves, la transaction devrait être finalisée courant 2015 et début 2016. Les nouvelles sociétés en partenariat seraient consolidées par mise en équivalence par Banque PSA Finance. Ce partenariat devrait permettre d'ici 2018 une remontée de trésorerie de l'ordre de 1,5 milliard d'euros aux sociétés industrielles et commerciales.

NOTE 2 - PRINCIPES COMPTABLES

2.1. PRINCIPES GENERAUX

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014 du groupe PSA Peugeot Citroën sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés condensés doivent donc être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2013.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014 du groupe PSA Peugeot Citroën sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 à l'exception des nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne au 1er janvier 2014 et de l'application anticipée de l'interprétation IFRIC 21 (cf. ci-dessous). Les comptes consolidés annuels 2013 et les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Ces comptes sont également conformes au référentiel IFRS publiés par l'IASB et l'IFRS Interpretation Committee dans la mesure où la partie de la norme IAS 39 non adoptée par l'Union européenne est sans effet sur les comptes consolidés du groupe PSA Peugeot Citroën.

Nouveaux textes d'appi	ication obligatoire	Première application UE aux exercices ouverts à compter du	Impacts
IFRS 10	"Etats financier consolidés"		
IFRS 11	"Partenariats"		
IFRS 12	"Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités"		
Amendement IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12	"Dispositions transitoires d'IFRS 10, 11 et 12"	01.01.2014	cf. Note 3
IAS 27	"États financiers individuels"		
IAS 28	"Participation dans les entreprises associées et des coentreprises"		
Amendement IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27	"Entités d'investissement"	01.01.2014	Sans impact
Amendement IAS 32	"Compensations d'actifs et de passifs financiers"	01.01.2014	Sans impact significatif
Amendement IAS 36	"Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers"	01.01.2014	Sans impact significatif
Amendement IAS 39	"Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture"	01.01.2014	Sans impact significatif
Nouveau texte adopté _l	par l'Union européenne et appliqué au 1er janvier 2014	Première application UE obligatoire aux exercices ouverts à compter du	Impacts
IFRIC 21	"Prélèvements opérés par les autorités publiques" Ce texte précise la date à laquelle les taxes prélevées par les autorités publiques doivent être provisionnées.	01.01.2015	Cf. Note 3

Nouveaux textes non e	ncore adoptés par l'Union européenne	Première application UE aux exercices ouverts à compter du	Impacts
Amendement IAS 19	"Régime à prestations définies : Cotisations salariales"	Non adopté	Impacts en cours d'analyse
IFRS 9	Instruments financiers – "Classification et évaluation" et "Comptabilité de couverture". Ces textes concrétisent 2 des 3 phases de la révision d'IAS 39 Instruments financiers.	Non adopté	Impacts en cours d'analyse
IFRS 15	« Reconnaissance des revenus »	Non adopté	Impacts en cours d'analyse
Amendement IFRS 11	« Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune»	Non adopté	Impacts en cours d'analyse
Amendement IAS 16 et IAS 38	« Clarification sur les modes d'amortissement acceptables»	Non adopté	Impacts en cours d'analyse
	« Plan d'amélioration annuelle 2010-2012 »	Non adopté	Impacts en cours d'analyse
	« Plan d'amélioration annuelle 2011-2013 »	Non adopté	Impacts en cours d'analyse

2.2. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en Notes annexes sur les actifs et passifs éventuels.

Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles. Elles font l'objet de revues périodiques.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Dans le cadre de la préparation des comptes semestriels 2014, le Groupe a porté une attention particulière aux postes comptables suivants pour lesquels les estimations et les hypothèses retenues sont particulièrement sensibles dans un contexte de crise :

- valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels de la division Automobile (cf. Note 7),
- provisions sur contrats onéreux sur les contrats de coopération (cf. Note 7),
- actifs d'impôts différés (cf. Note 9),
- prêts et créances des activités de financement (cf. Note 14).

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt également une importance particulière sur les thèmes suivants:

- engagements de retraites (cf. Note 18),
- provisions (notamment pour garantie des véhicules neufs, restructuration, litiges) (cf. Note 18),
- valeur recouvrable des stocks et autres créances (cf. Note 15),
- programmes d'incitation aux ventes.

NOTE 3 - MODIFICATIONS APPORTEES AUX COMPTES ANTERIEUREMENT PUBLIES

Les comptes du Groupe au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2013, présentés en comparatif, font l'objet des retraitements exposés ci-dessous par rapport aux comptes antérieurement publiés.

3.1. NORMES IFRS 10 ET IFRS 11

La norme IFRS 11 précise que les partenariats qualifiés d'opérations conjointes sont comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlées par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée à travers un simple contrat ou à travers une entité juridique contrôlée conjointement. Les partenariats qui donnent uniquement un contrôle sur l'actif net de la société en partenariat, qualifiés de coentreprises, sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.

La norme IFRS 10 redéfinit la notion de contrôle exclusif sur la base des droits substantifs.

En application de ces principes :

- les principales sociétés sous contrôle conjoint qualifiées de co-entreprises sont DPCA et CAPSA. Elles sont consolidées par mise en équivalence.
- les sociétés qualifiées d'opérations conjointes sont Toyota Peugeot Citroën Automobile (TPCA), Sevel SpA et PCMA Automotiv Rus (PCMAR).
 - TPCA et Sevel SpA étaient antérieurement consolidées par mise en équivalence. Compte tenu des droits détenus par le Groupe en cas de conflit d'actionnaires, PCMAR était réputée contrôlée en application des anciennes normes et donc intégrée globalement. Au regard d'IFRS 10, ces droits ne sont plus réputés donner le contrôle exclusif.

Ces nouvelles normes ont pour principal effet d'enregistrer à l'actif du bilan consolidé la part du groupe dans la valeur comptable des immobilisations des filiales qualifiées d'opérations conjointes et d'enregistrer au passif la part du groupe dans leur endettement. Au 1er janvier 2013, le principal impact est une augmentation de l'endettement net du Groupe de 227 millions d'euros, intégrant la dette nette de la société Française de Mécanique à hauteur de 188 millions d'euros, qualifiée d'opérations conjointes avant la prise de contrôle exclusif par le Groupe.

Compte tenu de la prise de contrôle de la Française de Mécanique fin 2013, sa dette a été intégrée dans la dette nette du Groupe au 31 décembre 2013. A cette date, l'impact de l'application de ces nouvelles normes est donc limité à une augmentation de la dette nette de 33 millions d'euros.

3.2. INTERPRETATION IFRIC 21 « PRELEVEMENTS OPERES PAR LES AUTORITES PUBLIQUES »

Ce texte précise la date à laquelle les taxes prélevées par les autorités publiques doivent être comptabilisées. Les modifications apportées aux comptes antérieurement publiés concernent essentiellement la France et plus précisément la Contribution Sociale de Solidarité sur les Sociétés (C3S) et la taxe foncière.

La C3S antérieurement reconnue au rythme de la constitution du chiffre d'affaires de l'année N, est dorénavant reconnue au 1^{er} janvier de l'année N+1. Les capitaux propres au 1^{er} janvier 2013 sont en conséquence augmentés de 41 millions d'euros.

La taxe foncière antérieurement reconnue linéairement sur l'année N, est dorénavant reconnue au 1^{er} janvier de l'année N.

En conséquence, les résultats du 1^{er} semestre 2013 prennent en compte une charge supplémentaire de 60 millions d'euros en Résultat Opérationnel Courant, soit 49 millions d'euros en résultat net, part du Groupe. L'effet sur le résultat annuel est non significatif.

Le retraitement IFRIC 21 n'a pas d'impact sur les flux de trésorerie.

3.3. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de développement des véhicules encourus postérieurement à leur mise en production en série, antérieurement comptabilisés en frais administratifs et généraux, sont dorénavant compris dans les frais de recherche et développement. Le reclassement s'élève à 139 millions d'euros au 30 juin 2013 et 277 millions d'euros sur l'exercice 2013.

3.4. RETRAITEMENTS DES COMPTES

Les impacts sur les comptes 2013 de ces retraitements sont présentés dans les tableaux ci-après :

Compte de résultat

	30 juin 2013	30 juin 2013		Do	nt
(en millions d'euros)	publié en juillet 2013	corrigé publié en juillet 2014	Impact 30 juin 2013	IEDO	IFRIC 21
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	27 710	27 740	30	30	-
Résultat opérationnel courant	(65)	(100)	(35)	25	(60)
Résultat opérationnel	(35)	(67)	(32)	28	(60)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	(281)	(312)	(31)	29	(60)
Résultat net des activités poursuivies	(396)	(431)	(35)	15	(50)
Activités destinées à être cédées					
Résultat net des activités destinées à être cédées	(2)	(2)		-	-
Résultat net consolidé	(398)	(433)	(35)	15	(50)
Dont part du groupe	(426)	(471)	(45)	4	(49)
Dont part des minoritaires	28	38	10	11	(1)

(en millions d'euros)	2013 publié en février 2014	2013 corrigé publié en juillet 2014	Impact 2013	Do IFRS 10,11 & 12	nt IFRIC 21
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	54 090	54 019	(71)	(71)	-
Résultat opérationnel courant	(177)	(174)	3	4	(1)
Résultat opérationnel	(1 346)	(1 339)	7	8	(1)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	(2 004)	(2 003)	1	2	(1)
Résultat net des activités poursuivies	(2 215)	(2 224)	(9)	(8)	(1)
Activités destinées à être cédées					
Résultat net des activités destinées à être cédées	(3)	(3)	-	-	-
Résultat net consolidé	(2 218)	(2 227)	(9)	(8)	(1)
Dont part du groupe	(2 317)	(2 327)	(10)	(9)	(1)
Dont part des minoritaires	99	100	1	1	-

Bilan - Actif

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2013 publié en février 2014	Au 31 décembre 2013 corrigé publié en juillet 2014	Impact 2013	Dont IFRS IFRIC 21 10.11 & 12	
Activités poursuivies					
Total des actifs non courants	19 971	20 097	126	130	(4)
Actifs d'exploitation					
	31 754	31 704	(50)	(50)	-
Actifs financiers courants	141	141	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 755	7 779	24	24	-
Total des actifs courants	39 650	39 624	(26)	(26)	-
Total des actifs des activités poursuivies	59 621	59 721	100	104	(4)
Total des actifs des activités destinées à être cédées	43	43	-	-	-
Total actif	59 664	59 764	100	104	(4)

Bilan - Passif

ī					
	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2013	Impact	Do	ent
	publié en février	corrigé publié en	2013	IFRS	IFRIC 21
(en millions d'euros)	2014	juillet 2014		10,11 & 12	IFRIC 21
Capitaux propres					
Total des capitaux propres	7 791	7 837	46	5	41
Total des passifs non courants	13 030	12 985	(45)	(60)	15
Passifs d'exploitation					
	35 847	35 793	(54)	6	(60)
Passifs financiers courants	2 996	3 149	153	153	-
Total des passifs courants	38 843	38 942	99	159	(60)
Total des passifs des activités poursuivies	51 873	51 927	54	99	(45)
Total des passifs des activités destinées à être cé	dées -	-	-	-	-
Total passif	59 664	59 764	100	104	(4)

Tableau des flux de trésorerie

	30 juin 2013	30 juin 2013	Impact	Do	nt
(en millions d'euros)	publié en juillet 2013	corrigé publié en juillet 2014	30 juin 2013	IFRS 10,11 & 12	IFRIC 21
Marge brute d'autofinancement	869	878	9	69	(60)
Variations des actifs et passifs d'exploitation	1 017	1 097	80	20	60
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	1 886	1 975	89	89	-
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(1 314)	(1 349)	(35)	(35)	-
Flux des opérations financières des activités poursuivies	2 562	2 481	(81)	(81)	-
Mouvements de conversion	(53)	(53)	-	-	_
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies	3 081	3 054	(27)	(27)	-
Trésorerie nette au début de l'exercice des activités destinées à être cédées	(31)	(31)	-	-	-
Trésorerie nette au début de l'exercice	6 789	6 887	98	98	-
Trésorerie nette de clôture	9 839	9 910	71	71	-

	2013	2013	Impact	Do	nt
(en millions d'euros)	publié en février 2014	corrigé publié en juillet 2014	30 juin 2013	IFRS 10,11 & 12	IFRIC 21
Marge brute d'autofinancement	987	1 059	72	73	(1)
Variations des actifs et passifs d'exploitation	643	687	44	43	1
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	1 630	1 746	116	116	-
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(2 473)	(2 517)	(44)	(44)	-
Flux des opérations financières des activités poursuivies	1 918	1 773	(145)	(145)	-
Mouvements de conversion	(92)	(93)	(1)	(1)	-
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies	983	909	(74)	(74)	-
Trésorerie nette au début de l'exercice des activités destinées à être cédées	(41)	(41)	-	-	-
Trésorerie nette au début de l'exercice	6 789	6 887	98	98	-
Trésorerie nette de clôture	7 731	7 755	24	24	-

NOTE 4 - COMPOSITION DU GROUPE

Le Groupe est constitué de la société holding Peugeot S.A. cotée sur Euronext et de ses filiales. Les filiales significatives sont consolidées conformément à la note 2.1 des comptes 2013.

Le Groupe est géré en trois secteurs principaux :

- la division Automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires des marques Peugeot, Citroën et DS. Elle comprend majoritairement des filiales détenues à 100%, mais également des filiales sous contrôle conjoint pour la production de véhicules ou d'organes en Europe et pour les activités industrielles et commerciales en Chine. Ces filiales sous contrôle conjoint sont consolidées conformément à IFRS 11 (cf. Note 2.1);
- la division Équipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur, des sièges d'automobile, d'extérieurs d'automobile et des technologies de contrôle des émissions. Faurecia est coté sur Euronext. Peugeot S.A. détient 51,1% du capital de Faurecia et 67,3% des droits de vote;
- la division activités de Financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot, Citroën et DS ainsi que celui de leurs réseaux de distribution. Banque PSA Finance a le statut d'établissement financier. Banque PSA Finance et la quasi-totalité de ses filiales sont détenues à 100% par le Groupe.
 - Le 10 juillet 2014, Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance ont signé un accord-cadre en vue de la constitution d'un partenariat (cf. Note 1).

Les autres activités du Groupe sont regroupées dans la rubrique « Autres activités » qui inclut notamment la société holding Peugeot S.A., Peugeot Motocycles et une participation minoritaire dans le groupe Gefco consolidé par mise en équivalence.

Les modifications de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2014 n'ont pas eu, ni individuellement, ni globalement, d'impact significatif sur les données consolidées du Groupe.

NOTE 5 - INFORMATION SECTORIELLE

En application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant.

La définition des secteurs d'activité est développée dans la note 4.

30 juin 2014		Équipement		Autres	Éliminations et	
(en millions d'euros)		automobile	Financement		réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net		•	•			
- de l'activité (hors groupe)	18 610	8 271	678	57	-	27 616
- ventes interactivités (groupe)	-	1 057	170	48	(1 275)	-
Total	18 610	9 328	848	105	(1 275)	27 616
Résultat opérationnel courant	7	311	172	(12)	(1)	477
Produits opérationnels non courants	160	2	-	3	-	165
Frais de rationalisation	(208)	(37)	(2)	2	-	(245)
Pertes de valeur, contrats onéreux et autres (note 7)	(10)	-	-	-	-	(10)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(10)	-	-	-	(10)
Résultat opérationnel	(51)	266	170	(7)	(1)	377
Résultat financier		(104)	-		(240)	(344)
Impôts sur les résultats		(45)	(72)		(66)	(183)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	96	(1)	5	8		108
Résultat net des activités poursuivies		116	103			(42)
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-	-		-
Résultat net consolidé		116	103			(42)
Investissements (1)	712	398	9	_		1 119

⁽¹⁾ concernent les investissements bruts en immobilisations corporelles (hors ventes avec clauses de rachat) et incorporelles.

Au premier semestre 2014, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 426 millions d'euros. Le coût du risque au titre de cette période s'élève à 53 millions d'euros.

30 juin 2013		Équipement		Autres	Éliminations et	
(en millions d'euros)		automobile	Financement	activités		Total
Chiffre d'affaires net			•			
- de l'activité (hors groupe)	18 740	8 204	747	49	-	27 740
- ventes interactivités (groupe)	-	1 061	141	43	(1 245)	-
Total	18 740	9 265	888	92	(1 245)	27 740
Résultat opérationnel courant	(538)	256	198	(14)	(2)	(100)
Produits opérationnels non courants	241	-	-	-	-	241
Frais de rationalisation	(89)	(39)	-	(6)	-	(134)
Pertes de valeur, contrats onéreux et autres (note 7)	(70)	-	-	(2)	-	(72)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(2)	-	-	-	(2)
Résultat opérationnel	(456)	215	198	(22)	(2)	(67)
Résultat financier	-	(114)	-	-	(131)	(245)
Impôts sur les résultats		(44)	(56)		(107)	(207)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	74	5	4	5		88
Résultat net des activités poursuivies		62	146			(431)
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	(2)	-	-		(2)
Résultat net consolidé		60	146			(433)
Investissements (1)	928	365	11	2		1 306

⁽¹⁾ concernent les investissements bruts en immobilisations corporelles (hors ventes avec clauses de rachat) et incorporelles.

Au premier semestre 2013, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 458 millions d'euros. Le coût du risque au titre de cette période s'élève à 60 millions d'euros.

31 décembre 2013		Équipement		Autres	Éliminations et	
(en millions d'euros)		automobile	Financement		réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net						
- de l'activité (hors groupe)	36 414	16 042	1 463	100	-	54 019
- ventes interactivités (groupe)	1	1 987	310	92	(2 390)	-
Total	36 415	18 029	1 773	192	(2 390)	54 019
Résultat opérationnel courant	(1 039)	538	368	(42)	1	(174)
Produits opérationnels non courants	396	5	-	12	-	413
Frais de rationalisation	(369)	(91)	-	(4)	-	(464)
Pertes de valeur, contrats onéreux et autres (note 7)	(1 092)	-	-	(1)	-	(1 093)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(21)	-	-	-	(21)
Résultat opérationnel	(2 104)	431	368	(35)	1	(1 339)
Résultat financier	-	(234)	-	-	(430)	(664)
Impôts sur les résultats		(65)	(138)		(191)	(394)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	140	14	8	12	(1)	173
Résultat net des activités poursuivies		146	238			(2 224)
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	(3)	-	-		(3)
Résultat net consolidé		143	238			(2 227)
Investissements (1)	1 705	775	19	2		2 501

⁽¹⁾ concernent les investissements bruts en immobilisations corporelles (hors ventes avec clauses de rachat) et incorporelles.

En 2013, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 891 millions d'euros. Le coût du risque au titre de cet exercice s'élève à 131 millions d'euros.

NOTE 6 - FRAIS D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT

Les montants relatifs au 1^{er} semestre et à l'exercice 2013 tiennent compte des modifications présentées en note 3.3.

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Total des dépenses engagées	(1 109)	(1 179)	(2 239)
Frais de développement activés (1)	464	433	835
Frais non activés	(645)	(746)	(1 404)
Amortissement des frais de développement activés	(360)	(363)	(754)
Total	(4.005)	(4.400)	(2 158)
Total	(1 005)	(1 109)	(2 150)

⁽¹⁾ Hors frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts".

NOTE 7 - PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Les produits et charges opérationnels non courants incluent les montants suivants :

(an or Wang allows a)	00 1010 0044	00 tota 0040	0010
(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Résultat de cession de biens immobiliers	78	2	28
Reprise sur perte de valeur des UGT, sur contrats onéreux et autres produits de la division			
Automobile (note 7.1)	83	237	366
Autres produits opérationnels non courants hors division Automobile	4	2	19
Produits opérationnels non courants	165	241	413
Perte de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres charges de la division			
Automobile (note 7.1)	(10)	(70)	(1 092)
Perte de valeur des UGT des autres secteurs	-	(2)	(1)
Frais de rationalisation des structures (note 7.3)	(245)	(134)	(464)
Autres charges opérationnelles non courantes hors division Automobile	(10)	(2)	(21)
Charges opérationnelles non courantes	(265)	(208)	(1 578)
	(2 2 /	(/	, , ,

7.1. PERTES DE VALEUR DES UGT, PROVISIONS POUR CONTRATS ONÉREUX ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE LA DIVISION AUTOMOBILE

Les actifs de l'UGT division Automobile ainsi que ceux de chaque UGT Véhicule ont fait l'objet de tests de valeur au décembre 2013. Un suivi de ces tests a été réalisé pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2014.

UGT division Automobile

Les tests au 31 décembre 2013 avaient conduit à enregistrer une dépréciation des usines d'Amérique latine et de Russie de 1 009 millions d'euros, venant en complément de la dépréciation globale de 3 009 millions d'euros constatée en 2012. Ils avaient été effectués sur la base des données issues du Plan à Moyen Terme de décembre 2013 (PMT 2014-2018).

Les réalisations de cash-flow du premier semestre 2014 et les nouvelles perspectives du Groupe ne font pas apparaître d'indices remettant en cause de façon importante les hypothèses et les données des tests réalisés fin 2013. De nouveaux tests seront réalisés au second semestre sur la base du nouveau PMT 2015-2019, intégrant les effets du plan *Back in the race*.

UGT Véhicules et autres actifs automobiles

Concernant les actifs dédiés aux UGT Véhicules, le suivi du test n'a pas conduit à modifier les dépréciations antérieurement comptabilisées.

Pour les UGT des véhicules produits en coopération, en complément des tests de perte de valeur sur les actifs, les engagements d'approvisionnement font l'objet de provisions pour risque lorsqu'ils dégagent des pertes prévisionnelles.

La mise à jour des données relatives aux estimations de volumes et de marges de ces véhicules ainsi qu'aux cours prévisionnels des devises d'achat et notamment du Yen ont conduit sur le semestre à une reprise de provision pour perte sur contrats onéreux de 55 millions d'euros, essentiellement liée à la forte dépréciation du yen.

En faisant varier la parité prévisionnelle Yen/Euro retenue dans le test de +/- 5%, la reprise en résultat du semestre aurait été soit majorée de 8 millions d'euros, soit au contraire minorée de 40 millions d'euros. D'autres reprises de provisions et produits ont été comptabilisées pour 28 millions soit un total de 83 millions d'euros compte tenu de la reprise sur contrats onéreux de 55 millions d'euros.

7.2. PERTE DE VALEUR DES UGT ET AUTRES DÉPRÉCIATIONS DU GROUPE FAURECIA

UGT au sein de Faurecia et UGT Faurecia chez PSA Peugeot Citroën

A fin juin 2014, en l'absence d'indice de perte de valeur, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

7.3. CHARGES DE RATIONALISATION DES STRUCTURES

Sur le semestre, les charges de rationalisation des structures concernent essentiellement les divisions Automobile et Equipement automobile.

Division Automobile

Pour la division Automobile, les charges de rationalisation de structure enregistrées en résultat opérationnel sur le semestre s'élèvent à 208 millions d'euros. Elles comprennent notamment une dotation complémentaire aux provisions de 163 millions d'euros pour l'Europe et une charge de 33 millions d'euros pour l'Amérique latine. Pour l'Europe, cette dotation concerne essentiellement le Nouveau Contrat Social. Au 30 juin 2014, les provisions au bilan au titre des plans en cours s'élèvent à 612 millions d'euros (633 millions d'euros au 31 décembre 2013) et concernent principalement l'Europe. Les dépenses du premier semestre 2014 couvertes par des reprises de provisions se sont élevées à 191 millions d'euros.

Division Equipement automobile (groupe Faurecia)

Les charges de rationalisation du groupe Faurecia s'élèvent à 37 millions d'euros au 30 juin 2014. Il s'agit, à hauteur de 32 millions de coûts de restructuration.

NOTE 8 - CHARGES DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Frais financiers sur emprunts	(314)	(324)	(681)
Frais financiers sur découverts bancaires	(22)	(17)	(37)
Frais financiers sur location financement	(5)	(7)	(12)
Résultat de change sur opérations financières	(23)	(3)	(22)
Autres	(4)	(3)	(6)
Charges de financement engagées	(368)	(354)	(758)
dont division Automobile et Autres activités	(276)	(250)	(544)
Part activée des frais financiers sur emprunts	37	85	135
Total	(331)	(269)	(623)
		·	

Charges de financement engagées, nettes des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Charges de financement engagées	(368)	(354)	(758)
dont division Automobile et Autres activités	(276)	(250)	(544)
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	45	116	138
dont division Automobile et Autres activités (1)	42	111	128
Total	(323)	(238)	(620)
dont division Automobile et autres activités (1)	(234)	(139)	(416)

⁽¹⁾ dont au 1 ^{er} semestre 2013, 89 millions d'euros de plus-value sur la cession de 4 004 695 titres BNPPARIBAS.

NOTE 9 - IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt du semestre est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par zones fiscales auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet. Les incidences fiscales des opérations spécifiques sont enregistrées dans la période propre à ces opérations.

Concernant l'intégration fiscale française, les impôts différés actifs sur déficits de 42 millions d'euros générés par les pertes fiscales du semestre de 122 millions d'euros ont été reconnus à hauteur de la part imputable sur les impôts différés passifs pour 23 millions d'euros. Le total des impôts différés actifs sur déficits France non reconnus représente au 30 juin 2014 un montant de 3 355 millions d'euros. Les déficits reportables de l'intégration fiscale France au 31 décembre 2013 s'élèvent à 10 475 millions d'euros.

La réconciliation entre l'impôt au taux légal en France et l'impôt du compte de résultat consolidé s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	33	(312)	(2 003)
Taux d'impôt légal en France pour l'exercice	38.0%	36.1%	38.0%
Impôt théorique calculé au taux d'impôt légal en France pour l'exercice	(13)	113	761
Différences permanentes	(8)	27	72
Résultat taxable à taux réduit	-	23	14
Crédits d'impôts	13	51	57
Résultat France non soumis au taux majoré	(5)	(8)	(75)
Différences de taux à l'étranger et autres	(4)	(7)	(1)
Impôts sur les résultats avant perte de valeur sur l'intégration fiscale France	(17)	199	828
Taux effectif d'impôt groupe	NS	NS	NS
Actifs sur déficits générés sur l'exercice non reconnus	(128)	(371)	(746)
• Pertes de valeur sur l'intégration fiscale France de Peugeot S.A.	-	-	(80)
Autres pertes de valeur	(38)	(35)	(396)
Impôts sur les résultats	(183)	(207)	(394)
dont impôts courants	(186)	(137)	(328)
dont impôts différés	3	(70)	(66)

NOTE 10 - RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action part du Groupe et le résultat net dilué par action part du Groupe figurent en bas de page des comptes de résultats consolidés. Ils se déterminent de la manière suivante :

10.1. RÉSULTAT NET PAR ACTION - PART DU GROUPE

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé *prorata temporis* compte tenu des différentes évolutions du capital social, sous déduction des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Résultat net consolidé des activités poursuivies - part du groupe (en millions d'euros)	(114)	(470)	(2 325)
Résultat net consolidé - part du groupe (en millions d'euros)	(114)	(471)	(2 327)
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	452 235 111	342 051 814	342 051 814
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - par action de 1 euro (en euros)	-0.25	-1.38	-6.79
Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (en euros)	-0.25	-1.38	-6.80

10.2. RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION - PART DU GROUPE

Le résultat net par action après effet dilutif, est calculé suivant la méthode du « rachat d'actions ». Il est calculé en prenant en compte les bons de souscription d'achat d'actions, la levée des options d'achat d'actions, les plans d'attribution d'actions gratuites aux salariés et la conversion des OCEANE lorsqu'elle est dilutive. Les effets du calcul sont les suivants :

A. Effet sur le nombre moyen d'actions

	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	452 235 111	342 051 814	342 051 814
Effet dilutif suivant la méthode du "rachat d'actions" des :			
- bons de souscription d'achat d'actions	11 908 650	-	-
- plans d'options d'achat d'actions	-	-	-
- OCEANE	-	-	-
Effet dilutif du plan d'attribution gratuite d'actions de Peugeot S.A.	-	-	_
Nombre moyen d'actions après dilution	464 143 761	342 051 814	342 051 814

Compte tenu du cours moyen de l'action Peugeot S.A. sur la période, les OCEANE de Peugeot S.A., les plans d'options d'achat d'actions n'ont pas eu d'effet de dilution potentielle.

B. Effet de la dilution de Faurecia sur le résultat net consolidé - part du Groupe

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Résultat net consolidé - part du Groupe	(114)	(471)	(2 327)
Effet de la dilution chez Faurecia	-	-	-
Résultat net consolidé (après effet de la dilution de Faurecia)	(114)	(471)	(2 327)
Résultat net - part du Groupe - dilué par action (en euros)	-0.25	-1.38	-6.80

L'OCEANE, les plans d'options d'achat d'actions ainsi que les plans d'attribution d'actions gratuites émis par Faurecia ont un effet potentiel sur le nombre total d'actions Faurecia en circulation sans impacter le nombre d'actions détenues par le Groupe. La part du groupe PSA dans le résultat net de Faurecia est ainsi diluée.

NOTE 11 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Les sociétés mises en équivalence comprennent les coentreprises au sens de la norme IFRS 11, DPCA et CAPSA situées en Chine, ainsi que des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, essentiellement Gefco S.A.

11.1. EVOLUTION DE LA VALEUR D'EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	30 juin 2014	2013
À l'ouverture de l'exercice	1 375	1 320
Dividendes et transferts de résultat	(139)	(133)
Résultat net des sociétés mises en equivalence	108	173
Augmentation / (Diminution) de capital	-	42
Variations de périmètre et autre	2	(5)
Écart de conversion	(18)	(22)
À la clôture de l'exercice	1 328	1 375
Dont :		
Ecart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	70	72
Ecart d'acquisition sur Gefco	57	57

11.2. QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	30 juin 2014	31 décembre 2013
Coopération avec Dongfeng Motor Company : Dongfeng			
Peugeot Citroën Automobile (1)	50 %	858	884
Coopération avec Changan : Changan PSA Automobiles Co.,			
Ltd	50 %	145	163
Autres	34 %	10	8
Automobile		1 013	1 055
Equipement automobile		66	84
Autres activités : Gefco (1)	25 %	154	148
Activités industrielles et commerciales		1 233	1 287
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	50 %	87	83
Activités de financement		87	83
Total		1 320	1 370
(1) Y compris écart d'acquisition			

La quote-part des capitaux des sociétés mises en équivalence se décompose en 1 328 millions d'euros de quotes-parts de capitaux propres positives classées en "Titres mis en équivalence" et 8 millions d'euros de quotes-parts négatives classées en "Provisions non courantes".

11.3. QUOTE-PART DES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

	Dernier % de			
(en millions d'euros)	détention	30 juin 2014	30 juin 2013	31 décembre 2013
Coopération avec Dongfeng Motor Company : Dongfeng				
Peugeot Citroën Automobile (1)	50 %	110	96	187
Coopération avec Changan : Changan PSA Automobiles Co.,				
Ltd	50 %	(15)	(23)	(49)
Autres	34 %	1	1	1
Automobile		96	74	139
Equipement automobile		(1)	5	14
Autres activités : Gefco (1)	25 %	8	5	12
Activités industrielles et commerciales		103	84	165
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	50 %	5	4	8
Activités de financement		5	4	8
Total		108	88	173
(1) Y compris écart d'acquisition			·	<u> </u>

11.4. ÉLÉMENTS FINANCIERS CARACTÉRISTIQUES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

1. Information détaillée pour les principales sociétés mises en équivalence

Partenariat avec Dongfeng

PSA Peugeot Citroën et Dongfeng Motor Group détiennent une société commune Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA) basée à Wuhan faisant l'objet d'un contrôle conjoint et qualifiée comptablement de coentreprise. Elle a pour objet la production et la commercialisation de véhicules des marques Dongfeng Peugeot et Dongfeng Citroën en Chine.

Dans le cadre de l'accord de mars 2014, il a été décidé de renforcer ce partenariat (cf. Note 1).

Eléments de résultat à 100% en millions d'euros

	Dongfeng Peugeot Citroën Automobile		
(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	31 décembre 2013
Chiffre d'affaires	3 960	3 487	7 034
Résultat opérationnel courant	276	226	439
Résultat opérationnel	281	204	420
Dont amortissements et dépréciations	(121)	(200)	(299)
Résultat financier	28	55	74
Impôt	(89)	(67)	(120)
Résultat net des activités poursuivies	220	192	374
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-
Résultat net	220	192	374
Quote part PSA dans le Résultat net (Résultat des mises en équivalence)	110	96	187
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-
Autres informations			
Dividende net reçu de(s) la co-entreprise(s) par le Groupe	121	112	112
			•

Eléments de résultat à 100% en millions de yuans

Dongfeng Peugeot Citroën Auto			n Automobile
(en millions RMB)	30 juin 2014	30 juin 2013	31 décembre 2013
Chiffre d'affaires	33 491	28 322	57 447
Résultat opérationnel courant	2 326	1 809	3 593
Résultat opérationnel	2 373	1 661	3 433
Dont amortissements et dépréciations	(1 018)	(1 629)	(2 443)
Résultat financier	237	445	605
Impôt	(754)	(548)	(980)
Résultat net des activités poursuivies	1 856	1 558	3 058
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-	-
Résultat net	1 856	1 558	3 058

Eléments de bilan à 100% en millions d'euros

Dongfeng Peugeot (Dongfeng Peugeot Citroën Automobile		
30 juin 2014	31 décembre 2013		
2 365	2 356		
3 164	2 589		
1 475	830		
218	188		
218	188		
3 735	3 133		
361	226		
1 576	1 624		
1 576	1 624		
50%	50%		
788	812		
70	72		
858	884		
	30 juin 2014 2 365 3 164 1 475 218 218 3 735 361 1 576 50% 788 70		

Eléments de bilan à 100% en millions de yuans

	Dongfeng Peugeot	Citroën Automobile
(en millions RMB)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Actif		
Actifs non courants	20 036	19 668
Actifs courants	26 800	21 616
Dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 491	6 932
Passif		
Passifs non courants (hors capitaux propres)	1 849	1 567
Dont passifs financiers non courants	1 849	1 567
Passifs courants	31 637	26 159
Dont passifs financiers courants	3 058	1 885
Capitaux Propres	13 350	13 558

Partenariat avec Changan

PSA Peugeot Citroën et Changan détiennent depuis 2011 une société commune Changan PSA Automobile (CAPSA) basée à Shenzhen faisant l'objet d'un contrôle conjoint et qualifiée comptablement de coentreprise. Elle a pour objet la production et la commercialisation de véhicules de la marque DS en Chine. L'usine nouvellement créée a commencé sa production courant 2013.

Eléments de résultat à 100% en millions d'euros

0 juin 2014 176	30 juin 2013
	3
(34)	(46)
(31)	(46)
(15)	(23)
-	
-	
	` '

NOTE 12 - ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

	30 jui	30 juin 2014		nbre 2013
(en millions d'euros)	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Prêts et créances	353	111	328	132
Actifs financiers classés en "juste valeur par résultat"	361	-	356	-
Instruments dérivés	20) 1	10	9
Total des actifs financiers (valeurs nettes)	734	112	694	141

NOTE 13 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Excédents versés sur engagements de retraite	306	261
Parts FMEA (1)	63	64
Instruments dérivés (2)	1	-
Dépôts de garantie et autres	324	277
Total	694	602

⁽¹⁾ Il s'agit d'un actif non courant évalué à la juste valeur, de niveau 3.

⁽²⁾ Ce poste correpond à la part non courante des instruments dérivés sur risque matières.

NOTE 14 - PRETS ET CREANCES DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

		1
(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Encours net "Retail et Corporate & assimilés"		
Vente à crédit	8 758	8 863
Location longue durée	4 701	4 681
Location avec option d'achat	1 996	2 039
Autres créances	126	133
Comptes ordinaires et autres	13	46
Total encours net "Retail et Corporate & assimilés"	15 594	15 762
Encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"		
Financement aux réseaux	5 201	4 495
Autres créances	741	725
Comptes ordinaires et autres	355	330
Total encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"	6 297	5 550
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	29	23
Éliminations	(35)	(55)
Total	21 885	21 280

La juste valeur des prêts et créances des activités de financement s'élève à 21 824 millions d'euros au 30 juin 2014 (21 234 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les crédits à la clientèle finale comprennent 8 730 millions d'euros de créances de financement Automobile titrisées non décomptabilisées au 30 juin 2014 (8 788 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les financements obtenus dans le cadre des titrisations sont présentés en note 21 « Dettes des activités de financement ».

NOTE 15 - STOCKS

		I	
(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	31 décembre 2013
Matières premières et approvisionnements	727	815	761
Produits semi-ouvrés et encours	1 039	1 207	987
Marchandises et véhicules d'occasion	610	819	1 027
Produits finis et pièces de rechange	2 826	3 439	2 813
Valeur nette totale	5 202	6 280	5 588
dont valeur brute	5 661	6 809	6 170
dont dépréciation	(459)	(529)	(582)

NOTE 16 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend :

16.1. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Parts d'OPCVM, titres de créances négociables et dépôts bancaires	8 591	4 914
Comptes courants bancaires et caisses	1 836	1 271
Total activités industrielles et commerciales	10 427	6 185
Part déposée auprès des activités de Financement	(342)	(210)
Total	10 085	5 975

La trésorerie intègre les fonds en provenance notamment des passifs financiers contractés pour assurer les besoins de financement futurs (cf. Note 21.1) et des augmentations de capital du semestre.

Au 30 juin 2014, les placements sont composés principalement d'OPCVM monétaires pour 6 302 millions d'euros, et de dépôts bancaires ainsi que de bons monétaires au jour le jour pour 1 871 millions d'euros. Ces placements constituent des « Fonds monétaires Court Terme » conformément à la définition du Committee of European Securities Regulators (CESR).

16.2. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Comptes ordinaires débiteurs (1)	824	779
Contrepartie trésorerie des titres en cours de livraison	300	-
Comptes courants auprès des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement	41	463
Comptes et prêts financiers au jour le jour aux établissements de crédit	1	362
Prêts à terme	650	-
• OPCVM	14	200
Réserve de liquidité	706	1 025
Total	1 830	1 804

⁽¹⁾ Ce poste représente notamment les derniers prélèvements à la clientèle de la période.

NOTE 17 - CAPITAL

17.1. COMPOSITION ET EVOLUTION DU CAPITAL

Augmentations de capital

Le 29 avril 2014, Peugeot S.A. a réalisé une augmentation de capital réservée d'un montant de 1 048 millions d'euros, souscrite à parts égales par Dongfeng Motor Group (DFG) via Dongfeng Motor (Hong Kong) International Co., Limited (« DMHK ») et l'Etat français par l'intermédiaire de la SOGEPA, au prix de 7,5 euros par action, donnant lieu à l'émission de 139 733 332 actions nouvelles. La prime d'émission constatée à ce titre s'élève à 908 millions d'euros.

Le 23 mai 2014, Peugeot a réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 1 953 millions d'euros au prix de 6,77 euros par action, ouverte à l'ensemble des actionnaires de Peugeot S.A. et donnant lieu à l'émission de 288 506 351 actions nouvelles. La prime d'émission constatée à ce titre s'élève à 1 665 millions d'euros.

Les frais associés à ces deux opérations d'un montant de 64 millions d'euros ont été déduits des primes d'émission.

Par ces augmentations de capital d'un total net de 2 937 millions d'euros, DFG et l'Etat français ont investi chacun environ 800 millions d'euros dans PSA Peugeot Citroën et deviennent actionnaires-clés au côté du groupe familial Peugeot, qui a également souscrit à hauteur de 142 millions d'euros. A l'issue de ces opérations, ces trois acteurs détiennent chacun une participation identique de 14,1% du capital de Peugeot S.A. et disposent chacun de deux sièges au Conseil de Surveillance.

(en euros)	30 juin 20°	2013
Capital en début d'exercice	354 848 99	354 848 992
Augmentation de capital	428 239 68	- 3
OCEANE converties en actions		
Capital en fin d'exercice	783 088 67	75 354 848 992

Le 29 avril 2014, une attribution gratuite de 342 060 365 BSA a été réalisée au bénéfice des actionnaires de Peugeot S.A. en date du 28 avril 2014, à raison d'un BSA par action détenue. 10 BSA permettaient de souscrire 3 actions nouvelles au prix de 7,5 euros par action. Leur maturité est de 3 ans, avec une possibilité d'exercice à compter de la deuxième année et un prix de souscription par action identique à celui de l'augmentation de capital réservée à DFG et l'Etat français. Cette attribution est sans effet immédiat sur les capitaux propres du Groupe. Le montant maximal de l'augmentation des capitaux propres susceptible de résulter de cette émission s'élève à 770 millions d'euros pour 119 721 128 actions nouvelles, compte tenu de l'ajustement du ratio d'attribution à 3,5 actions consécutif aux augmentations de capital du premier semestre 2014.

Situation au 30 juin 2014

Le capital au 30 juin 2014 est fixé à 783 088 675 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 11 des statuts révisés en assemblée générale du 25 avril 2014, toutes les actions nominatives inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double. Toutefois, le groupe familial Peugeot a renoncé pour une période de deux ans au bénéfice de cette clause et dispose du même nombre de droits de vote que DFG et l'Etat français.

17.2. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. peuvent être rachetées par le Groupe. Sur le premier semestre 2014, aucun rachat d'actions n'a été effectué.

A l'occasion de l'augmentation de capital non réservée du 23 mai 2014, le Groupe a cédé les droits préférentiels de souscription attachés aux actions propres qu'il détient pour un montant de 24 millions d'euros. Le produit de cette cession a été comptabilisé directement en capitaux propres.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

		Réalisations		
(en nombre d'actions)	30 juin 2014	2013		
Détentions à l'ouverture	12 788 62	12 788 628		
Conversion d'OCEANE		(1)		
Détentions à la clôture	12 788 627	12 788 627		
Couverture de l'émission OCEANE du 23 juin 2009	9 421 687	9 421 687		
Couverture des plans d'options en cours (1)	3 247 920	3 259 035		
Titres en surnombre à affecter	119 020	107 905		

⁽¹⁾ A la suite de l'ajustement du nombre d'options d'achat d'actions consécutif aux augmentations de capital du premier semestre 2014, le directoire du 17 juillet 2014 a décidé d'affecter les 119 020 titres en surnombre au 30 juin 2014 ainsi que 888 060 titres prélevés sur la couverture de l'OCEANE à la couverture des plans d'options en cours, soit 1 007 080 titres.

18.1. ÉVOLUTION DES PROVISIONS NON COURANTES

(en millions d'euros)	30 juin 2014	2013
À l'ouverture de l'exercice	1 144	1 283
Variations par résultat		
Dotations	69	167
Utilisations	(55)	(105)
Reprises de provisions	(7)	(84)
	7	(22)
Autres variations		
Écart de conversion	-	(14)
Evaluation directe par capitaux propres	121	(148)
Variation de périmètre et autres	19	45
Total à la clôture	1 291	1 144
Dont provision pour retraite	1 128	990

ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET ASSIMILES

A. Hypothèses retenues

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite à la clôture sont les suivants :

		Zone euro	Royaume-Uni	
Taux d'actualisation				
	Juin 2014	2.50%	4.25%	
	Décembre 2013	3.25%	4.50%	
	Juin 2013	3.20%	4.60%	
Taux d'inflation				
	Juin 2014	1.80%	3.15%	
	Décembre 2013	1.80%	3.20%	
	Juin 2013	1.80%	3.20%	

B. Détail des postes de bilan au 30 juin 2014

		30 juin 2014				31 décembre 2013			
(en millions d'euros)	France	Royaume- Uni	Autres pays	Total	France	Royaume- Uni	Autres pays	Total	
Valeur actuelle des									
prestations pour services	(1 729)	(1 974)	(674)	(4 377)	(1 629)	(1 838)	(655)	(4 122)	
rendus									
Juste valeur des actifs financiers	1 028	2 251	314	3 593	1 030	2 067	307	3 404	
(Provisions) actifs nets avant IFRIC 14	(701)	277	(360)	(784)	(599)	229	(348)	(718)	
Provision pour financement minimum	-	(38)	-	(38)	-	(11)	-	(11)	
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	(701)	239	(360)	(822)	(599)	218	(348)	(729)	
Dont provisions	(709)	(58)	(361)	(1 128)	(607)	(34)	(349)	(990)	
Dont actifs	8	297	1	306	8	252	1	261	
Ecarts actuariels et coûts des services passés comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts différés)	(91)	(10)	-	(101)	106	65	34	205	

18.2. ÉVOLUTION DES PROVISIONS COURANTES

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Garantie	756	709
Litiges commerciaux et fiscaux	510	465
Restructuration	713	752
Pertes futures sur contrats	171	258
Contrats de ventes avec clause de rachat (buy-back)	157	176
Autres	335	297
Total	2 642	2 657

B. Evolutions

(en millions d'euros)	30 juin 2014	2013
À l'ouverture de l'exercice	2 657	3 070
Variations par résultat		
Dotations	646	1 379
Utilisations	(567)	(1 272)
Reprises de provisions	(118)	(431)
	(39)	(324)
Autres variations		
Écart de conversion	24	(91)
Variation de périmètre et autres	-	2
Total à la clôture	2 642	2 657

NOTE 19 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

	Valour	hilan	Valeur au	hilan		
		Valeur au bilan au 30 juin 2014				
	Coût amorti ou	ı juste valeur Coût amorti ou j		juste valeur		
(en millions d'euros)	Non courants	Courants	Non courants	Courants		
Emprunts obligataires convertibles (1)	752	17	737	21		
Emprunts obligataires	4 838	1 328	5 301	834		
Fonds de participation des salariés	2	1	3	1		
Emprunts sur locations financement	190	58	210	70		
Autres emprunts d'origine long terme	1 559	869	1 700	723		
Autres financements à court terme et découverts bancaires	-	1 766	-	1 500		
Instruments dérivés	-	4	5	-		
Total des passifs financiers	7 341	4 043	7 956	3 149		

⁽¹⁾ Le coût amorti de l'OCEANE s'entend après comptabilisation séparée en capitaux propres de l'option de conversion en actions. A la suite des augmentations de capital du 1 er semestre 2014, le Ratio d'Attribution d'Actions est porté à 1,57 action Peugeot pour 1 OCEANE.

L'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales n'est pas significatif.

CONVENTIONS DE CESSIONS DE CREANCES

La division Automobile et le groupe Faurecia assurent une partie de leur financement par des contrats de cessions de créances commerciales à des établissements financiers. Les créances cédées sont décomptabilisées lorsqu'elles répondent aux critères de la norme IAS 39.

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				1		
(en millions d'euros)	Valeur au bilan au 30 juin 2014			Valeur au bilan au 31 décembre 2013		
	Total	Part	Part	Total	Part	Part
	cédé à des	cédée et	cédée et	cédé à des	cédée et	cédée et
	institutions	maintenue à	décompta-	institutions	maintenue à	décompta-
	financières	l'actif du	-bilisée	financières	l'actif du	-bilisée
	hors groupe	groupe		hors groupe	groupe	
Encours de financement maximum autorisé	2 194			1 911		
- dont groupe Faurecia	1 016			803		
Cédées à des institutions financières hors groupe	1 624	271	1 353	1 235	321	914
- dont groupe Faurecia	528	130	398	379	154	225
· .						
Dont part financée (1)	1 450	97	1 353	1 140	226	914
- dont groupe Faurecia	495	97	398	363	138	225
· ,						
Dont part non financée	174	174		95	95	
- dont groupe Faurecia	33	33		16	16	

⁽¹⁾ La part financée des créances correspond à celle qui a donné lieu à réception de trésorerie.

Peugeot S.A. a cédé et décomptabilisé sur le premier semestre 2014 une partie de sa créance détenue sur l'État français au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), pour un total de 64 millions d'euros. La trésorerie reçue au 30 juin 2014 s'élève à 60 millions d'euros.

Par ailleurs, Peugeot S.A. et Faurecia ont cédé et décomptabilisé sur le premier semestre 2014 une partie de leurs créances détenues sur l'État français au titre des crédits d'impôt recherche 2013, pour un total de 102 millions d'euros. La trésorerie reçue au 30 juin 2014 s'élève à 97 millions d'euros.

Les opérations de cession de créances constituent des financements courants. En dehors de ces opérations, aucune opération ponctuelle n'a été réalisée à fin juin 2014.

NOTE 20 - POSITION FINANCIERE NETTE / (ENDETTEMENT NET) DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

L'endettement net des activités industrielles et commerciales est un indicateur financier non défini par les normes IFRS. Selon la définition du Groupe, il correspond aux passifs financiers, nets des actifs financiers qui sont donnés en garantie ou qui pourront être mobilisés pour le remboursement de ces passifs ainsi que ceux qui sont affectés à des dépenses spécifiques des sociétés industrielles et commerciales. Cette définition est inchangée depuis la première application des normes IFRS dans le Groupe. La part de ces actifs financiers non mobilisables rapidement n'est pas prise en compte dans la sécurité financière (cf. Note 20.4).

20.1. COMPOSITION DE LA POSITION FINANCIERE NETTE / (ENDETTEMENT NET)

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Position aux bornes des sociétés industrielles et commerciales		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 427	6 185
Autres actifs financiers non courants	691	641
Actifs financiers courants	512	141
Passifs financiers non courants	(7 341)	(7 956)
Passifs financiers courants	(4 065)	(3 192)
(Endettement net) Position financière nette aux bornes des sociétés industrielles et	224	(4 181)
commerciales	224	(4 101)
Dont position hors groupe	(496)	(4 348)
Dont position vis-à-vis des sociétés de financement	720	167
Division Automobile et autres activités	1 736	(2 552)

20.2. EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT NET

Les sociétés industrielles et commerciales ont fortement réduit leur endettement net sur le semestre par la conjonction de deux actions :

- Des augmentations de capital de Peugeot S.A. pour un montant de 2 969 millions d'euros,
- Des flux de trésorerie liés à l'exploitation supérieurs aux investissements.

Les flux d'exploitation du semestre ont représenté une ressource de trésorerie de 2 315 millions d'euros, résultant d'une marge brute d'autofinancement positive de 1 176 millions d'euros et d'une baisse des actifs et passifs d'exploitation de 1 139 millions d'euros. Cet accroissement est analysé en note 22.2.

Les investissements nets du semestre en immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevés à 1 032 millions d'euros. Les autres besoins de financement du semestre s'élèvent à 23 millions.

Les autres ressources financières du semestre ont été les suivantes :

- le dividende de Banque PSA Finance pour 224 millions d'euros, et de PSA Assurance pour 4 millions d'euros,
- la cession des droits préférentiels de souscription attachés aux titres d'autocontrôle pour 24 millions d'euros.

L'ensemble de ces flux ont conduit à une réduction de l'endettement net de 4 481 millions d'euros.

Dans ce cadre:

- La trésorerie s'élève à 10 427 millions d'euros à fin juin 2014 contre 6 185 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les actifs financiers courants s'élèvent à 512 millions d'euros à fin juin 2014 contre 141 millions d'euros au 31 décembre 2013. La trésorerie est placée en instruments financiers sans risque auprès de banques de premier plan.
- L'endettement net hors trésorerie a baissé de 274 millions d'euros en raison notamment de :
 - la souscription de nouveaux emprunts pour 101 millions d'euros,
 - un accroissement des placements à court terme pour 378 millions d'euros,
 - une augmentation des financements à court terme pour 236 millions d'euros,
 - des remboursements d'emprunts pour 210 millions d'euros (cf. Notes 19.1 et 22.4).

20.3. LIGNES DE CRÉDIT

Les sociétés industrielles et commerciales bénéficient, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2019, de possibilités d'emprunts complémentaires dans les limites suivantes :

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Hors Faurecia : Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie	3 000	2 400
Faurecia	1 150	1 150
Lignes de crédits confirmées non tirées	4 150	3 550

A la suite de la renégociation d'avril 2014, l'échéance de la ligne Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie est à avril 2019 pour un montant de 2 000 millions d'euros, le solde de 1 000 millions d'euros à échéance avril 2017 avec deux options d'extension d'un an. Aucun tirage n'est effectué sur cette ligne au 30 juin 2014.

Le tirage de cette ligne est conditionné au respect :

- d'un ratio dettes nettes des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres du Groupe inférieur à 1,
- d'un niveau d'endettement net des sociétés industrielles et commerciales n'excédant pas 6 milliards d'euros.

La dette nette des sociétés industrielles et commerciales est définie et présentée en Note 20.1. Les capitaux propres du Groupe sont ceux figurant sur la ligne « Total des capitaux propres » du passif.

Les possibilités d'emprunts complémentaires de Faurecia, indépendantes de celles de Peugeot S.A., résultent d'une ligne de crédit syndiqué de 1 150 millions d'euros, non tirée au 30 juin 2014, dont:

- 36 millions d'euros non tirés à échéance décembre 2014,
- 1 114 millions d'euros à échéance décembre 2016.

20.4. SECURITE FINANCIERE

La sécurité financière correspond à la trésorerie disponible, aux actifs financiers mobilisables rapidement et aux lignes de crédit non tirées.

Les actifs financiers courants et non courants pris en compte dans la sécurité financière s'élèvent respectivement à 12 millions d'euros (19 millions d'euros au 31 décembre 2013) et à 435 millions d'euros (386 millions d'euros au 31 décembre 2013), soit un total de 447 millions d'euros (405 millions d'euros au 31 décembre 2013).

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Trésorerie (note 16.1)	10 42	6 185
Actifs financiers courants et non courants (note 20.1)	447	405
Total	10 874	6 590
Lignes de crédit (non tirées) - hors Faurecia (note 20.3)	3 000	2 400
Lignes de crédit (non tirées) - Faurecia (note 20.3)	1 150	1 150
Total sécurité financière	15 024	10 140
dont Faurecia	2 224	1 911

La sécurité financière excède l'ensemble des besoins de financement des douze prochains mois prévus à ce jour des activités industrielles et commerciales.

NOTE 21 - DETTES DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

21.1. DETTES DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

]
(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Titres émis par les FCC dans le cadre des titrisations	6 276	5 057
Autres dettes constituées par un titre	5 392	7 677
Dettes envers les établissements de crédit	6 995	6 264
	18 663	18 998
Dettes envers la clientèle	2 414	1 446
	21 077	20 444
Dettes envers les activités industrielles et commerciales	(747)	(216)
Total	20 330	20 228

La juste valeur des dettes des activités de financement s'élève à 20 573 millions d'euros au 30 juin 2014 (20 361 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Banque PSA Finance a poursuivi son financement auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) dans le cadre de l'opération de financement à long terme (LTRO). Le montant au 30 juin 2014 s'élève à 700 millions d'euros, auquel s'ajoutent 350 millions d'euros de financement court terme auprès de la BCE.

21.2. LIGNES DE CREDIT

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Lignes de crédits confirmées non tirées	5 700	7 006

Ces lignes de crédit sont par ordre de priorité de tirage les suivantes :

- 1 100 millions d'euros non tirés sur le Term-loan syndiqué de 4 099 millions d'euros, consistant des engagements reçus de financements, principalement à long terme,
- 1 171 millions d'euros non tirés sur des lignes bilatérales revolving de 1 965 millions d'euros, consistant des engagements reçus de financements, principalement à long terme.
- 213 millions d'euros non tirés sur les autres lignes de crédit bancaire,
- les lignes de back up syndiqué suivantes pour un montant de 3 216 millions d'euros :
 - 70 millions d'euros à échéance décembre 2014,
 - 136 millions d'euros à échéance décembre 2015,
 - 1 216 millions d'euros à échéance janvier 2016,
 - 1 794 millions d'euros à échéance décembre 2016.

En cas de modification de la notation de Banque PSA Finance, les conditions financières de certaines de ces lignes peuvent être modifiées, mais leur montant ne saurait être réduit.

21.3. SECURITE FINANCIERE

La sécurité financière de Banque PSA Finance correspond à sa réserve de liquidité (cf. Note 16.2), aux lignes de crédit confirmées non tirées (lignes bilatérales revolving et lignes de sécurité syndiquées auprès du pool bancaire) et au collatéral disponible auprès de la Banque Centrale Européenne (B.C.E.).

(en millions d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Réserve de liquidité (note 16.2)	706	1 025
Lignes de crédit confirmées non tirées	5 700	7 006
Collatéral disponible auprès de la B.C.E.	5	369
Total sécurité financière	6 411	8 400

21.4. GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Banque PSA Finance recherche constamment le compromis optimal entre la sécurité en termes de liquidité, qui demeure la priorité, et une optimisation de ses coûts de financement.

Les financements sont mis en place avec des maturités qui couvrent largement les échéances du portefeuille de crédit client final. La maturité des financements à moyen et long terme mis en place en 2014 est en moyenne de 2,6 ans.

Banque PSA Finance cherche à maintenir en permanence un certain niveau de sécurité financière (cf. Note 21.3) pour pouvoir couvrir au moins six mois de besoins de financement. L'objectif à six mois correspond aux résultats d'un stress test dont le scénario est une continuité du financement des nouveaux encours basés sur les prévisions d'activité malgré une fermeture des marchés financiers. Au 30 juin 2014, la sécurité financière représente 6 411 millions d'euros.

Les lignes bancaires associées aux actions de titrisation et de collatéralisation ainsi qu'aux émissions EMTN assurent le financement de Banque PSA Finance sur au moins les douze prochains mois.

NOTE 22 - NOTES ANNEXES AUX TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

22.1. TRESORERIE NETTE PRESENTEE AU TABLEAU DE FLUX

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 427	8 141	6 185
Paiements émis (1)	(43)	(183)	(24)
Trésorerie nette des activités industrielles et commerciales	10 384	7 958	6 161
Trésorerie nette des activités de financement	1 830	2 296	1 804
Élimination des opérations réciproques	(342)	(344)	(210)
Total	11 872	9 910	7 755

⁽¹⁾ Il s'agit de paiements en attente de débit des comptes de banque.

22.2. DETAIL DES FLUX D'EXPLOITATION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
(Augmentation) Diminution des stocks	346	(150)	374
(Augmentation) Diminution des clients	(495)	(740)	63
Augmentation (Diminution) des fournisseurs	741	978	29
Variation des impôts	122	(126)	(75)
Autres variations	425	364	50
	1 139	326	441
Flux vers les activités de financement	126	71	(33)
Total	1 265	397	408

Cessions de créances clients à des institutions financières hors Groupe

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Créances cédées et décomptabilisées	1 353	957	914
- dont groupe Faurecia	398	255	225
Créances cédées et maintenues à l'actif	271	264	321
- dont groupe Faurecia	130	144	154

22.3. DETAIL DES FLUX D'EXPLOITATION DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
(Augmentation) Diminution des créances de financement des ventes	(450)	458	1 404
(Augmentation) Diminution des placements à court terme	15	43	20
Augmentation (Diminution) des dettes financières	521	228	(1 302)
Variation des impôts	27	28	11
Autres variations	10	26	49
	123	783	182
Flux vers les activités industrielles et commerciales	(676)	(83)	97
Total	(553)	700	279

22.4. VARIATIONS DES AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013	2013
Augmentation des emprunts	101	1 414	2 564
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(210)	(596)	(2 194)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers non courants	(23)	17	(62)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers courants	(378)	1 297	1 342
Augmentation (Diminution) des passifs financiers courants	236	428	161
	(274)	2 560	1 811
Flux vers les activités de financement	420	(56)	-
Total	146	2 504	1 811

NOTE 23 - ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et passifs éventuels n'est à signaler depuis la clôture 2013, à l'exception du point suivant concernant Faurecia.

Les autorités de la concurrence de la Commission Européenne et du Department of Justice des Etats Unis d'Amérique ont lancé le 25 mars 2014 des enquêtes auprès de certains fournisseurs de systèmes de contrôle des émissions. Faurecia est une des entreprises visées par ces enquêtes. Faurecia coopère avec les enquêteurs. La société n'a à ce jour aucun élément justifiant la constitution d'une provision à ce titre.

NOTE 24 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE ENTRE BANQUE PSA FINANCE ET SANTANDER CONSUMER FINANCE

Faisant suite à leur entrée en négociation exclusive le 19 février 2014, Banque PSA Finance et Santander Consumer Finance ont annoncé le 10 juillet 2014 la signature de l'accord-cadre sur la constitution de leur partenariat (cf. Note 1).

IV – DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Responsable du Rapport financier semestriel

Monsieur Carlos TAVARES

Président du Directoire

Peugeot S.A.

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé présentés dans

le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils

donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de

l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité

(figurant en pages 3 à 19) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant

les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales

transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour

les six mois restants de l'exercice.»

Carlos Tavares

Président du Directoire de Peugeot S.A.

Responsable de l'information financière

Carole Dupont Pietri

Directeur de la Communication financière et des Relations investisseurs

Tel.: 01 40 66 42 59

V - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Peugeot S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe qui expose l'incidence :

- de la première application des normes IFRS 10 et 11 relatives aux états financiers consolidés et aux partenariats,
- et de l'application anticipée de l'interprétation IFRIC 21 relative aux prélèvements opérés par les autorités publiques.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 30 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Louis Simon

Jérôme de Pastors Marc Stoessel

Christian Mouillon

PSA Peugeot Citroën : ventes mondiales S1 2014, S1 2013 et S1 2012

			06 mois 12	06 mois 13	06 mois 14		
	REGION PSA	MARQUE	Volume	Volume	Volume	%	%Var
VM	China & SE Asia	AP	107 139	142 987	189 108	12,27%	32,26%
		AC	105 743	137 868	160 315	10,40%	16,28%
		DS	192	957	10 482	0,68%	++
		PSA	213 074	281 812	359 905	23,35%	27,71%
	Eurasia	AP	25 569	20 246	15 229	0,99%	-24,78%
		AC	18 065	15 740	11 329	0,74%	-28,02%
		DS	1 518	907	570	0,04%	-37,16%
		PSA	45 152	36 893	27 128	1,76%	-26,47%
	Europe	AP	525 356	460 031	521 986	33,87%	13,47%
		AC	393 920	332 113	383 801	24,90%	15,56%
		DS	61 445	63 374	50 056	3,25%	-21,01%
		PSA	980 721	855 518	955 843	62,02%	11,73%
	India & Pacific	AP	8 121	6 971	6 965	0,45%	-0,09%
		AC	2 340	1 519	1 759	0,11%	15,80%
		DS	1 463	1 476	857	0,06%	-41,94%
		PSA	11 924	9 966	9 581	0,62%	-3,86%
	Latam	AP	76 177	87 313	64 454	4,18%	-26,18%
		AC	43 806	56 155	41 478	2,69%	-26,14%
		DS	1 487	2 368	856	0,06%	-63,85%
		PSA	121 470	145 836	106 788	6,93%	-26,78%
	MEAF	AP	69 763	90 012	55 625	3,61%	-38,20%
		AC	32 150	38 576	25 053	1,63%	-35,06%
		DS	2 009	1 466	968	0,06%	-33,97%
		PSA	103 922	130 054	81 646	5,30%	-37,22%
	Total	AP	812 125	807 560	853 367	55,37%	5,67%
		AC	596 024	581 971	623 735	40,47%	7,18%
		DS	68 114	70 548	63 789	4,14%	-9,58%
		PSA	1 476 263	1 460 079	1 540 891	99,99%	5,53%
	I						
ED	China & SE Asia	AP	1 344	587	192	0,01%	-67,29%
		PSA	1 344	587	192	0,01%	-67,29%
	MEAF	AP	141 769				
		PSA	141 769				
	Total	AP	143 113	587	192	0,01%	-67,29%
		PSA	143 113	587	192	0,01%	-67,29%
		T					
VM + ED		AP	955 238	808 147	853 559	55,39%	5,62%
		AC	596 024	581 971	623 735	40,47%	7,18%
		DS	68 114	70 548	63 789	4,14%	-9,58%
		PSA	1 619 376	1 460 666	1 541 083	100,00%	5,51%

Groupe PSA Peugeot Citroën – Ventes mondiales par modèle

Voitures particulières et véhicules utilitaires légers	Janv. à Juin 2014	Janv. à Juin 2013	Variation
Marque Peugeot			
iOn	300	100	++
107	20 800		-36,64%
108	4 300		0,00%
206	20 600	45 400	-54,53%
207	12 500	40 400	-69,16%
208	177 300	178 800	-0,88%
2008	95 400	17 600	++
301	58 100		55,49%
307	3 500	9 700	-63,67%
308	142 300	116 000	22,75%
408	37 700	43 500	-13,44%
3008	83 500	73 700	13,36%
4007	0	700	-97,88%
4008	4 200	4 200	1,13%
508	40 700	50 300	-19,21%
5008	20 900	24 800	-15,67%
807	1 200	1 700	-30,18%
RCZ	4 200	5 300	-20,11%
Bipper	9 300	12 200	-23,97%
Partner	73 400	73 600	-0,33%
Expert	15 600	12 700	23,32%
Boxer	27 800		1,70%
TOTAL	853 600		5,62%
Marque Citroën		300 100	5,6276
C-Zero	500	100	++
C1	500 25 700	35 100	26.020/
C2	25 700	6 100	-26,83%
C3	106 400	82 600	28,70%
C3 Picasso	39 800		-20,08%
ZX	15 200		-57,40%
C-Elysée	59 600		-57,40 <i>7</i> 6 ++
C4 Cactus	7 600		0,00%
C4	137 500		-4,44%
C4 Picasso	69 200		51,89%
C4 Aircross	8 400		23,19%
C-Crosser	0 400	100	20,1070
C5	28 700	33 200	-13,39%
C8	1 300	1 500	-16,91%
Nemo	8 900	10 100	-12,38%
Berlingo	76 500		4,32%
Jumpy	14 500		11,68%
Jumper	24 100		8,13%
TOTAL	623 700		7,18%
Marque DS	020 100	002 000	7,1070
DS3	32 700	39 700	-17,66%
DS4	13 400		-25,06%
DS5	17 700		36,59%
TOTAL	63 800		-9,58%
			5,51%
PSA Peugeot Citroën	1 541 100	1 460 700	5,519

Immatriculations de voitures particulières sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014	Janv. à Juin 2013
		Volume
FRANCE	958 800	931 500
ALLEMAGNE	1 538 300	1 502 600
AUTRICHE	166 600	171 200
BELUX	315 000	316 300
DANEMARK	98 600	91 800
ESPAGNE	454 900	386 400
FINLANDE	59 100	56 500
GRECE	37 500	30 400
IRLANDE	65 700	53 300
ISLANDE	6 300	4 800
ITALIE	756 800	732 200
NORVEGE	72 400	70 600
PAYS BAS	199 200	211 000
PORTUGAL	75 800	55 000
ROYAUME-UNI	1 287 300	1 163 600
SUEDE	151 700	128 900
SUISSE	149 900	157 100
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	6 393 900	6 063 100
CROATIE	21 000	15 400
HONGRIE	33 000	27 200
POLOGNE	173 600	147 300
REP.TCHEQUE	94 100	80 800
SLOVAQUIE	36 000	32 000
SLOVENIE	28 600	28 600
TOTAL PECO	386 300	331 200
PAYS BALTES	24 200	21 500
BULGARIE + ROUMANIE	42 000	34 200
MALTE + CHYPRE	7 500	6 500
TOTAL EUROPE 30 PAYS	6 853 900	6 456 500

Immatriculations de véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014	Janv. à Juin 2013
	Volume	Volume
FRANCE	190 800	188 400
ALLEMAGNE	109 300	101 900
AUTRICHE	15 900	15 400
BELUX	34 500	35 400
DANEMARK	13 800	11 700
ESPAGNE	56 800	40 900
FINLANDE	5 800	5 800
GRECE	2 400	1 800
IRLANDE	9 400	6 900
ISLANDE	500	300
ITALIE	59 000	51 700
NORVEGE	15 200	16 700
PAYS BAS	29 000	28 600
PORTUGAL	11 900	7 500
ROYAUME-UNI	159 800	136 900
SUEDE	20 800	18 400
SUISSE	17 000	17 200
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	752 000	685 300
CROATIE	3 200	2 500
HONGRIE	7 100	4 800
POLOGNE	22 800	19 900
REP.TCHEQUE	6 100	5 200
SLOVAQUIE	2 500	2 400
SLOVENIE	3 600	2 900
TOTAL PECO	45 300	37 700
PAYS BALTES	3 900	3 400
BULGARIE + ROUMANIE	7 100	6 400
MALTE + CHYPRE	800	800
TOTAL EUROPE 30 PAYS	809 100	733 600

Immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014	Janv. à Juin 2013
	Volume	Volume
FRANCE	1 149 600	1 119 900
ALLEMAGNE	1 647 500	1 604 500
AUTRICHE	182 500	186 600
BELUX	349 500	351 700
DANEMARK	112 400	103 500
ESPAGNE	511 700	427 200
FINLANDE	65 000	62 200
GRECE	39 900	32 100
IRLANDE	75 100	60 100
ISLANDE	6 800	5 100
ITALIE	815 800	783 900
NORVEGE	87 600	87 300
PAYS BAS	228 300	239 600
PORTUGAL	87 700	62 500
ROYAUME-UNI	1 447 100	1 300 500
SUEDE	172 600	147 300
SUISSE	166 900	174 200
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	7 145 900	6 748 400
CROATIE	24 200	17 900
HONGRIE	40 100	31 900
POLOGNE	196 400	167 200
REP.TCHEQUE	100 200	86 000
SLOVAQUIE	38 500	34 500
SLOVENIE	32 200	31 500
TOTAL PECO	431 600	368 900
PAYS BALTES	28 100	24 900
BULGARIE + ROUMANIE	49 100	40 600
MALTE + CHYPRE	8 400	7 300
TOTAL EUROPE 30 PAYS	7 663 000	7 190 100

Groupe PSA Peugeot Citroën – Immatriculations de voitures particulières sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014		Janv. à Juin 2013	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	288 700	30,1%	275 700	29,6%
ALLEMAGNE	55 900	3,6%	54 200	3,6%
AUTRICHE	10 000	6,0%	9 500	5,5%
BELUX	45 500	14,4%	45 800	14,5%
DANEMARK	16 700	17,0%	12 000	13,1%
ESPAGNE	63 600	14,0%	55 900	14,5%
FINLANDE	2 600	4,5%	2 700	4,8%
GRECE	2 700	7,1%	2 800	9,3%
IRLANDE	3 000	4,5%	2 600	4,9%
ISLANDE	100	2,1%	100	1,5%
ITALIE	72 400	9,6%	69 000	9,4%
NORVEGE	4 700	6,4%	4 200	5,9%
PAYS BAS	24 300	12,2%	26 900	12,7%
PORTUGAL	10 900	14,3%	7 700	14,1%
ROYAUME-UNI	101 500	7,9%	99 000	8,5%
SUEDE	6 100	4,0%	6 400	5,0%
SUISSE	11 000	7,4%	11 600	7,4%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	719 800	11,3%	686 200	11,3%
CROATIE	2 700	12,7%	2 100	13,7%
HONGRIE	2 200	6,6%	1 900	6,9%
POLOGNE	13 500	7,8%	10 800	7,4%
REP.TCHEQUE	7 000	7,4%	7 000	8,7%
SLOVAQUIE	3 700	10,2%	3 500	10,9%
SLOVENIE	4 100	14,4%	4 000	14,1%
TOTAL PECO	33 100	8,6%	29 400	8,9%
PAYS BALTES	1 800	7,5%	1 700	7,9%
BULGARIE + ROUMANIE	1 600	3,9%	1 500	4,4%
MALTE + CHYPRE	700	9,2%	600	9,2%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	757 000	11,0%	719 400	11,1%

Groupe PSA Peugeot Citroën - Immatriculations de véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014		Janv. à Juin 2013	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	64 000	33,5%	63 500	33,7%
ALLEMAGNE	9 300	8,5%	10 200	10,0%
AUTRICHE	1 400	9,1%	1 600	10,3%
BELUX	8 900	25,8%	9 000	25,5%
DANEMARK	1 700	12,5%	1 500	12,5%
ESPAGNE	19 200	33,8%	13 300	32,5%
FINLANDE	300	4,4%	400	6,1%
GRECE	200	8,3%	200	9,2%
IRLANDE	1 000	11,0%	800	11,3%
ISLANDE	0	9,6%	0	5,5%
ITALIE	8 900	15,2%	7 900	15,3%
NORVEGE	2 200	14,2%	2 500	15,1%
PAYS BAS	4 500	15,7%	4 800	16,8%
PORTUGAL	3 100	25,6%	2 100	27,8%
ROYAUME-UNI	30 300	19,0%	21 300	15,6%
SUEDE	2 700	13,1%	2 500	13,4%
SUISSE	1 900	11,2%	2 100	12,3%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	159 800	21,2%	143 600	20,9%
CROATIE	900	28,5%	600	25,8%
HONGRIE	1 400	19,8%	900	18,5%
POLOGNE	3 900	17,2%	4 200	21,0%
REP.TCHEQUE	1 200	19,7%	900	17,9%
SLOVAQUIE	800	31,3%	700	29,3%
SLOVENIE	1 500	40,7%	1 200	41,3%
TOTAL PECO	9 700	21,4%	8 500	22,7%
PAYS BALTES	800	21,1%	900	26,4%
BULGARIE + ROUMANIE	1 000	13,9%	1 200	19,0%
MALTE + CHYPRE	200	19,9%	100	18,4%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	171 400	21,2%	154 400	21,0%

Groupe PSA Peugeot Citroën - Immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014		Janv. à Juin 2013	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	352 800	30,7%	339 200	30,3%
ALLEMAGNE	65 200	4,0%	64 300	4,0%
AUTRICHE	11 500	6,3%	11 100	5,9%
BELUX	54 400	15,6%	54 900	15,6%
DANEMARK	18 500	16,4%	13 500	13,0%
ESPAGNE	82 800	16,2%	69 200	16,2%
FINLANDE	2 900	4,5%	3 100	4,9%
GRECE	2 900	7,2%	3 000	9,3%
IRLANDE	4 000	5,4%	3 400	5,7%
ISLANDE	200	2,6%	100	1,7%
ITALIE	81 300	10,0%	76 900	9,8%
NORVEGE	6 800	7,8%	6 700	7,7%
PAYS BAS	28 900	12,7%	31 700	13,2%
PORTUGAL	13 900	15,9%	9 800	15,7%
ROYAUME-UNI	131 900	9,1%	120 400	9,3%
SUEDE	8 800	5,1%	8 900	6,0%
SUISSE	12 900	7,8%	13 700	7,9%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	879 600	12,3%	829 800	12,3%
CROATIE	3 600	14,8%	2 700	15,4%
HONGRIE	3 600	8,9%	2 800	8,7%
POLOGNE	17 400	8,9%	15 000	9,0%
REP.TCHEQUE	8 200	8,1%	8 000	9,3%
SLOVAQUIE	4 500	11,6%	4 200	12,2%
SLOVENIE	5 600	17,3%	5 200	16,6%
TOTAL PECO	42 700	9,9%	37 900	10,3%
PAYS BALTES	2 600	9,4%	2 600	10,5%
BULGARIE + ROUMANIE	2 600	5,4%	2 700	6,7%
MALTE + CHYPRE	900	10,2%	700	10,2%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	928 500	12,1%	873 800	12,2%

Marque Peugeot – Immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014		Janv. à Juin 2013	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	193 500	16,8%	183 700	16,4%
ALLEMAGNE	32 500	2,0%	32 700	2,0%
AUTRICHE	6 600	3,6%	6 300	3,4%
BELUX	28 700	8,2%	28 100	8,0%
DANEMARK	11 100	9,9%	7 000	6,7%
ESPAGNE	42 600	8,3%	37 300	8,7%
FINLANDE	1 500	2,3%	1 500	2,4%
GRECE	900	2,3%	1 000	3,2%
IRLANDE	2 500	3,4%	2 000	3,3%
ISLANDE	100	1,3%	0	0,5%
ITALIE	45 300	5,6%	38 900	5,0%
NORVEGE	4 600	5,2%	4 100	4,7%
PAYS BAS	17 700	7,8%	19 500	8,1%
PORTUGAL	8 200	9,4%	5 900	9,5%
ROYAUME-UNI	73 700	5,1%	66 300	5,1%
SUEDE	4 700	2,7%	5 500	3,8%
SUISSE	6 400	3,8%	7 100	4,1%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	480 600	6,7%	446 900	6,6%
CROATIE	1 900	7,6%	1 500	8,2%
HONGRIE	1 900	4,7%	1 500	4,6%
POLOGNE	9 700	5,0%	9 200	5,5%
REP.TCHEQUE	4 500	4,5%	4 300	5,0%
SLOVAQUIE	2 600	6,7%	2 300	6,5%
SLOVENIE	3 100	9,6%	3 000	9,4%
TOTAL PECO	23 700	5,5%	21 600	5,8%
PAYS BALTES	1 600	5,8%	1 600	6,5%
BULGARIE + ROUMANIE	1 700	3,5%	1 700	4,1%
MALTE + CHYPRE	700	7,9%	600	8,3%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	508 300	6,6%	472 400	6,6%

Marque Citroën – Immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014		Janv. à Juin 2013	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	140 300	12,2%	130 000	11,6%
ALLEMAGNE	28 400	1,7%	26 300	1,6%
AUTRICHE	4 600	2,5%	4 300	2,3%
BELUX	23 400	6,7%	23 400	6,6%
DANEMARK	7 000	6,3%	6 000	5,8%
ESPAGNE	37 500	7,3%	29 300	6,9%
FINLANDE	1 300	2,1%	1 400	2,3%
GRECE	1 900	4,7%	1 800	5,5%
IRLANDE	1 400	1,9%	1 300	2,1%
ISLANDE	100	1,3%	100	1,2%
ITALIE	33 200	4,1%	32 800	4,2%
NORVEGE	2 100	2,4%	2 200	2,5%
PAYS BAS	9 800	4,3%	9 600	4,0%
PORTUGAL	5 400	6,2%	3 600	5,8%
ROYAUME-UNI	44 800	3,1%	38 900	3,0%
SUEDE	4 000	2,3%	3 200	2,1%
SUISSE	5 500	3,3%	5 500	3,2%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	350 900	4,9%	319 500	4,7%
CROATIE	1 700	7,0%	1 200	7,0%
HONGRIE	1 500	3,6%	1 200	3,6%
POLOGNE	7 200	3,6%	5 300	3,2%
REP.TCHEQUE	3 400	3,4%	3 500	4,0%
SLOVAQUIE	1 800	4,6%	1 900	5,5%
SLOVENIE	2 200	6,8%	1 900	6,2%
TOTAL PECO	17 700	4,1%	15 000	4,1%
PAYS BALTES	1 000	3,4%	900	3,7%
BULGARIE + ROUMANIE	800	1,7%	1 000	2,6%
MALTE + CHYPRE	200	2,2%	100	1,7%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	370 600	4,8%	336 600	4,7%

Marque DS – Immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2014		Janv. à Juin 2013	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	18 900	1,6%	25 500	2,3%
ALLEMAGNE	4 300	0,3%	5 300	0,3%
AUTRICHE	300	0,2%	500	0,3%
BELUX	2 400	0,7%	3 400	1,0%
DANEMARK	300	0,3%	500	0,5%
ESPAGNE	2 700	0,5%	2 600	0,6%
FINLANDE	100	0,1%	200	0,3%
GRECE	100	0,3%	200	0,5%
IRLANDE	100	0,1%	100	0,2%
ITALIE	2 800	0,3%	5 200	0,7%
NORVEGE	100	0,2%	400	0,5%
PAYS BAS	1 300	0,6%	2 700	1,1%
PORTUGAL	300	0,3%	200	0,4%
ROYAUME-UNI	13 300	0,9%	15 200	1,2%
SUEDE	100	0,1%	200	0,1%
SUISSE	1 000	0,6%	1 100	0,6%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	48 100	0,7%	63 300	0,9%
CROATIE	0	0,1%	0	0,2%
HONGRIE	200	0,6%	100	0,4%
POLOGNE	500	0,3%	600	0,3%
REP.TCHEQUE	200	0,2%	200	0,3%
SLOVAQUIE	100	0,2%	0	0,1%
SLOVENIE	300	0,8%	300	1,0%
TOTAL PECO	1 300	0,3%	1 300	0,4%
PAYS BALTES	0	0,1%	100	0,2%
BULGARIE + ROUMANIE	100	0,2%	0	0,0%
MALTE + CHYPRE	0	0,2%	0	0,1%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	49 600	0,6%	64 700	0,9%

Groupe PSA Peugeot Citroën – Production par modèle

Voitures particulières et VUL	Janv. à Juin 2014	Janv. à Juin 2013
Marque Peugeot		
iOn	300	100
107	20 000	34 200
108	6 700	
206	16 900	42 000
207	11 700	39 300
208	178 500	183 600
2008	97 600	19 300
301	57 600	42 000
307	3 100	9 300
308	140 200	117 600
408	33 500	46 600
3008	84 500	75 100
4008	3 900	2 900
508	40 300	48 800
5008	20 800	25 800
807	1 600	1 800
RCZ	4 000	4 600
Bipper	9 600	12 500
Partner	74 400	79 200
Expert	16 300	12 900
Boxer	27 600	27 500
TOTAL	849 200	825 200
Marque Citroën	043 200	023 200
C-Zero	300	100
C1	27 200	36 900
C2	0	6 800
C3	107 300	86 500
C3 Picasso	39 500	52 300
ZX	14 600	34 100
C-Elysée	57 500	25 800
C4 Cactus	9 800	23 000
C4	139 600	142 300
C4 Picasso	66 800	48 900
C4 Aircross	7 700	4 200
C5	31 200	33 300
C8	1 500	1 600
Nemo	8 700	9 900
	77 400	75 800
Berlingo	14 900	13 400
Jumpy		
Jumper	25 400	21 800
TOTAL Margue DS	629 500	593 900
Marque DS	22.400	44.000
DS3	32 400	41 900
DS4	12 800	18 800
DS5	19 000	12 600
TOTAL	64 200	73 300
PSA Peugeot Citroën	1 543 000	1 492 400



Le système de management régissant l'impression de ce document est certifié ISO14001 : 2004.

